<36630152470017

Boeuf.
165^t

Recueil

Recueil
de
TRAITS CARACTÉRISTIQUES
pour servir à l'histoire
de
Fréderic Guillaume III.
et de
plusieurs personnages marquants
de sa cour.

Tirés
de lettres et de conversations familières
et publiés
par
Mr. W****.

à Paris 1808.

Au mois de Septembre 1797.

Je séjournois à Berlin, à l'Aigle d'or, auberge d'une construction fort légère, et dont les chambres sont séparées les unes des autres par des cloisons si minces, qu'on est à même d'entendre et de comprendre dans chacune ce qui se dit dans les pièces contigües. C'est le cas où je me trouvai alors; je connoissois parfaitement les personnes qui parloient, et leur conversation m'intéressoit trop pour que je ne me sois imposé la tâche d'en prendre note.

En voici la substance:

(Le Conseiller de guerre, Baron de Triebenfeld homme intrigant, venal, entremetteur de son métier).

Messieurs, prenez garde à vous, le Roi mourra avant qu'on s'y attende, et à moins que nous n'ayons mis dans nos intérêts quelques uns des nouveaux favores, — que Dieu me damne, ils nous reprendront toutes nos terres acquises dans la Prusse meridionale, nos peines et nos dépenses auront été inutiles, et nous nous en irons avec un pied de nez. Mais d'où vient cela? Ce Mr. de G** et son épouse sont d'une avidite insatiable; ce sont des tonneaux percés; je crois, ma foi, que si le Roi leur donnoit la moitie de la nouvelle Prusse, ils n'en auroient pas trop. Il en est de même de ce Comte de ** Je ne saurois enrégistrer assez de terres dans les actes de donation qu'il m'envoie sous son nom.

Amelang. (célebre commissaire de justice:)

Mon cher Tr. je vous prie, au nom de Dieu, de ne pas parler si indiscréte-

ment sur le compte de ces Messieurs-là, — que ce ne soit pas du moins en ma présence; ils sont encore tout-puissants et, sans y penser, nous nous verrons claquemurés à Spandaw. Mais, je ne conçois pas, moi, pourquoi l'Acte de donation pour **** n'est pas encore revenu signé du Roi, afin que la cession, l'investiture, et l'expédition du titre de possession puissent avoir lieu. J'ai conjuré, à différentes reprises, l'ami R. qu'il tâche d'obtenir la signature, mais il a toujours quelque défaite, quelque subterfuge, pour *éluder ma* demande. Venez donc à notre secours, cher Tr!

Tr. ha! ha! ha! ha! Ma foi, vous êtes bien bonace. Vous savez au bout de l'ongle ce qui est de droit, c. a. d. comment il faut s'y prendre pour dévaliser légalement son prochain, mais par quels moyens on détermine le Gros, (Frédéric Guillaume II.), à faire

des donations de terres, c'est à quoi vous n'entendez goutte. (il claque des doigts). Promettez mille écus à R. et dites-lui d'employer la griffe (pour répresenter la signature du Roi), et je gage que vous aurez bientôt l'acte desiré.

Am. Mille écus! Diable! c'est bien de l'argent pour un coup de griffe. Je tâcherai d'en être quitte pour la moitié. (Il se retire).

(Tr. à son domestique qui est en même tems son confident et son oracle).

Voilà encore un coquin fieffé que cet A.* Ce bougre là dévore l'argent comme un goufre; au premier emprunt qu'il a fait pour mon compte, j'ai été trompé de 15 pour cent; mais attends, tu me le paieras, vil escroc que tu es! Ah ça! mon cher R. allez vîte, vîte chez C. S. et dites-lui quil ne délivre pas à Am. l'acte de donation à moins de

deux mille écus, et qu'il en garde mille pour moi.

Le domestique. Mais combien de choses voulez-vous donc que je fasse à la fois? Vous m'avez dit tout à l'heure d'aller chez le Juif, chercher de l'argent, d'inviter sept à huit personnes à dîner, de porter des présents à Madame ***. Apresent vous voulez que j'aille trouver Mr. L. S. qui est reparti pour Potsdam, il y a longtems. Ecoutez mon cher maître, vous ne savez pas trop ce que vous voulez. Il y a beaucoup de peine et peu de profit à *vous servir.* — Pour *votre règle*, nos finances sont bien basses; car cest inoui combien vous prodiguez l'argent. Quelque fin que vous croyiez être, et quelques biens et terres que vous rafliez, vous ne savez rien ménager et, si ce train continue, nous finirons par demander l'aumône.

Tr. Doucement! Ne vous mettez pas en colerè, mon brave R. Quand nous serons à sec, envoyez-moi seulement ce coquin de Juif, ce Moise; il verra bien jour à nous remettre à flot. Aujourd' hui je compte fraper un coup de maître; si j'y réussis nous irons nous reposer dans nos terres. Eh bien! je vous le conterai après. Ah ça! mon ami, demain quand nos convives seront à table et que je leur ferai l'histoire de mes terres près d'Odessa, je m'en rapporterai à vous; ne manquez pas alors de débiter l'ancien conte des loups, entendez-vous?

Le valet. De quel conte parlez-vous donc? de la chasse que nos donnâmes aux loups, ha! ha! ha! ou de ces loups qui vinrent grater à la porte, lors que vous fites votre méridienne, au fond du bosquet? ha! ha! ha! Que de milliers de fois j'ai été obligé de débiter

ce mensonge, et que j'ai ri sous cape, quand les convives, tout en vuidant un bocale de vin de Tokay après l'autre, — ont gobé cela doux comme lait. Mais dites-moi un peu, je vous en prie, quel avantage croyez-vous retirer de tous ces mensonges?

Tr. C'est ce que je vais te dire mon drôle. Si tous ces marauts qui obsèdent la cour savoient que je ne vis que par eux, il me regarderoient d'un oeil bien dédaigneux. Pour me sauver cette humiliation, je leur fais mille contes, de mes terres et de mes liaisons en Russie, et je finis toujours par ce refrein:

Mes terres dans les envirous d'Odessa me présentent autant de ressources, que toutes mes relations en Prusse, et si l'on continue a me faire enrager ici j'irai me replacer sous le sceptre de mon Alexandre.

Mais écoutez Richter, dites-moi un peu où est-il donc situé ce fameux Odessa? Je me suis tué l'autre jour à le chercher sur les cartes de la Pologne, mais il m'a été impossible de le trouver; et dernièrement, me trouvant chez le ministre, je fus étrangement embarrassé par un ami qui me demanda a si j'envoyais beaucoup de bled à Odessa, et s'il trouvoit un débouché favorable par la mer méditerranée? Dites moi, je vous prie, cet Odessa est-il donc situè sur les bords de la méditeranée? J'ai toujours cru qu'il étoit près de Moscou.

Le domestique. (qui éclate de rire):

Voilà ce que c'est que de mentir. Moi je sais fort quelle est cette bicoque que vous apellez Audessa.

Tr. Écoutez, R. Voilà ce coquin, cet escroc, ce vilain de M. qui vient m'importuner sans cesse, faisant sem-

blant de vouloir cultiver notre ancienne liaison. — Nous étions camarades de classe, c'est vrai; mais je devine bien son intention; il convoite des terres dans la Prusse mèridionale. Attends maraut, je vais te prendre au lacet. C'est un coquin fieffé, que cet M. là? un maitre-filou, un roué (On heurte).

Tr. Qu'on entre.

M. M. (entre).

Tr. Ah! Soyez le bien venu mon ancien ami, mon brave camarade d'école, que je me félicité de serrer dans mes bras un homme aussi respectable que toi! Heureux l'état dont l'héritier présomptif a des patriotes comme toi à ses côtés.

M. M. Bien obligé mon Ange. Mais, avant tout, je te prie de me donner à déjeûner.

Tr. ha! ha! (il apelle Richter) où s'est il donc enterré ce maudit valét.

(R. qui paroit, lance à son maitre un regard courroucé). Cher R. vite du Champagne, du vieux Tocay, des perdrix, des bécasses.

M. M. A présent, dis-moi en conscience mon camarade, vous restera-til bientôt des terres à donner dans la Prussé meridionale?

Tr. Helas! oui, c'est une pitié! Ils veulent tous profiter, ces Messieurs-là, du peu de semaines, que le Roi peut compter de vivre encore. Si le Roi n'avoit pas une griffe, il lui seroit impossible de signer tous ces actes de donation qui lui sont journellement présentés. Ils ont besoin de moi, parce qu'ils ne savent pas le Polonais, et qu'ils n'ont point de connoissances locales; c'est pourquoi ils m'ont assigné aussi une petite ferme près de Kalisch, mais quand j'aurai acheté du bétail et du bled pour ensemencer les terres, ce

bien me reviendra plus cher que si je l'eusse acheté.

M. M. Je le crois bien, moi. Mais écoute, sais-tu quel sujet m'amène ici? — J'ai aussi une petite envie de m'établir dans cette Prusse mèridionale; s'il y avoit quelque petite starostie près de nos frontieres, que je pûsse acquérir à un prix raisonnable; il faudroit que je fûsse en état de satisfaire au propriétaire; m'entends-tu?

Tr. Oh oui! Ce ne sera pas l'embarras, mon frère. Pourvu qu' après la mort du roi tu te joignes à tous ceux, qui ont intérêt à empêcher que héritier du trône ne révoque les donations faites par son pere — je saurai bien te ménager une récompense. Mais une condition. Il faut que tu fasses en sorte, que le novice reçoive aussi sa part à ces gratifications.

M. M. hihi! hi! hi! c'est excellent, c'est charmant. Nous y pourvoirons. Je donnerai une fête et j'inviterai tous les intéressés à s'y trouver. Nous boirons force rasades à la santé du novice il faudra qu'il nous fasse raison et les choses iront à merveille.

Tr! Foi d'honnête homme!

Le Domestique. Le comte de Luttichau desire avoir l'honneur de vous rendre ses devoirs.

Tr. (d'un ton de grand seigneur). Il Il n'a qu' à attendre. (à M. M.) C'est le plus grand sot que dieu ait créé, que ce Comte de L. Il a acheté les terres que Bischofswerder avoit reçues en donation; il faut donc le choyer tant que roi vivra, et l'exploiter tant q'uil aura un sou.

M. M. Tu 'as bien raison. Je suis tout-à fait-de ton avis. Adieu. Notre convention est une affaire faite.

(Le comte de Luttichau entre). Votre très-humble valet, Mr. pardonnez si je vous interromps au milieu de quelque occupation importante. Je viens d'arriver de Posen, où, en vertu d'un ordre émané du Cabinet, les Bailliages de Krotezyn et d'autres ont dû m'être alloués à ferme pour 36 ans; mais, vous le savez bien, la chambre des finances m'a mandé de comparoître devant elle et voilà un rustre, un manant de Conseiller de guerre, (je ne me rappelle pas son nom) qui n'a pas hésité à me dire vertement „que cette affaire ne pouvoit pas avoir d'effet." Vous vous imaginez que j'ai été fort outré de ce propos. Je me suis donc hâté d'arriver ici pour vous demander conseil.

Triebenfeld. (avec un visage grave, et un air de protection). Prenez place Mr. le comte: (ils s'asseyent). Vous avez eu tort Mr. le comte, de

venir tout-de-suite ici? Vons ne devez pas ignorer, que votre affaire à — est bien sâle, et dans ce cas il faut toujours marcher à bourse déliée. Si vous entendiez tant soit peu la marche de nos bureaux-, Vous vous seriez informé sur le champ à Posen, par votre homme d'affaires, pour savoir, qui étoit rapporteur dans l'affaire des amodiations. Vous lui auriez fait une visite pour sonder le terrein où vous voulez manoeuvrer; car ce n'est pas tout d'avoir gagné les grands, il faut encore se concilier les petits.

Voyez vous p. e. ce conseiller de guerre dont vous parlez, (je le connois parfaitement), c'est un grand gourmand, il ne fait, du matin au soirs que boire et que manger, et c'est pourquoi il est si gros; il lui faut souvent pour un déjeuner quelques livres de boeuf salé de Hambourg, quelques saucisses preparées

de sa propre main etc. Il a pour maitresse une fille du commun; Eh bien! si vous aviez commencé par envoyer quelques barils de vins de Hongrie à sa cave, et quelques pièces de gros gibier à la cuisine, si vous y aviez joint (pour la Conseillere) une pièce d'étoffe du dernier goût, ou bien une robe, si à Votre première entrevue vous aviez articulé quelques mots de reconnoissance, je gage que vous seriez investi des baillages; car madevise est: Beatos possidenti.

Le Comte. Mais mon Dieu! cette affaire me coûte déjà terriblement de l'argent. Vous savez que j'ài fait sauter 5 mille écus ici, et 7000 à Posen.

Tr. Soit dit-sans vous offenser, Mr. le comte, vous êtes bien chiche. Eh! Que sont 12 mille misérables écus auprès de terres comme celles que vous couchez en joue — cependant si vous

ne voulez pas suivre mes conseils, peu m'importe, c'est votre affaire.

Le Comte. (d'un air embarassé et perplexe).

Eh bien, mon très-cher Mr. de T. Ne vous fâchez pas tant — Mais vous êtes bien promt. Je veu me prêter, me soumettre à tout.

Tr. (tire la montre) Pardonnez-Mr. le comte. J'attends dans ce moment même une visite du Prince H. et je dois vous prier, de m'honorer une autre fois de votre présence.

Le Comte. (d'un air rampant). Vous n'avez qu' à ordonner. — Il se retire.

Tr. ha! ha! (apelle le Domestique).

R. (paroit).

Tr. Quand cet animal de — de Luttichau reviendra, vous direz, que je suis sorti, entandez-vous. Demain j'aurai du monde et je pretends, que tout soit

soit disposé de la maniere la plus splendide. Dites à Matthieu, qu'il nous fournisse les mets les plus délicats et du vin en abondance.

A présent nous irons à Potsdam? Allez chercher la voiture.

Ce Triebenfeld étoit fils naturel d'un *Prince* Russe, et il avoit été élevé a l'école bourgeoise de Berlin sous le nom de Caffarelli.

Parvenu à l'adolescence, il fut placé comme Lieutenant dans un Regiment Russe qu'il quitta bientôt, à l'époque de la Conféderation de *Bar* en 1772, pour entrer *au* service du Staroste Zarontsky a Meschzyn, où il se fit remarquer d'une Dame Polonoise, qui l'ayant trouvé de son goùt l'engagea en qualité de Commissaire dans ses terres. En cette qualité il négocia pour sa maîtresse des fonds auprès de la Compagnie du commerce maritime à Berlin et puis il s'en-

gagea chez elle comme administrateur du bailliage de Crotezyn. C'est le même Triebenfeld dont il est fait mention dans le livre noir de Mr. de Held, et dans les lettres familières sur les relations intérieures et secrettes de la cour de Berlin.

Il se trouvoit dans ce tems là à Berlin pour travailler à la dilapidation des domaines. Il joua un brillant rôle à cette époque. Des généraux, des ministres s'empressèrent de lui faire des visites et il étoit comme impatronisé à la Cour.

J'ai eu souvent, de la peine à comprendre comment un homme, dénué de toute connoissance, et sans éducation, enfin un homme tel que Triebenfeld pouvoit effectuer de si grandes choses, exécuter de si vastes projets — d'autant plus qu'il étoit perdu de ré-

putation; mais j'ai trouvé depuis le mot de cette énigme.

Triebenfeld, malgré sa rudessé apparente, son ignorance et sa grossiereté, est l'intrigant le plus délié qu'on puisse voir.

Il est d'une effronteries ans égale, et ce que personne n'ose entreprendre il l'entreprend. Dans un moment il a découvert le foible des grands où il a accès, il corrompra, dans la classe des domestiques, le favori du maître, et lors qu'enfin les grands consentiront à se servir de lui il s'acquittera promtement et ponctuellement de leurs commissions mais il saura se rendre si nécessaire que je les défie de s'en défaire.

Tel fut le cas de Bischofswerder, qui s'en servit pour arranger l'affaire sale de sa fille. Il en fut de même du Ministre de Hoym, à qui il faisoit des rap-

ports sur la Cour de Berlin, du Pr. de Hohenlohe, pour lequel il négocia de l'argent.

A l'èpoque dont nous parlons il se trouvoit à Berlin pour enchaîner les confidens du prince héréditaire par des donations de fiefs dans la Prusse méridionale, tellement que celui-ci devenu Roi ne pût plus les arracher aux favoris de son prédecesseur. Ainsi il mit tout en oeuvre, pour engager les Généraux de Ruchel, et de Blucher, le Maréchal de la Cour, Massow, le chambellan, Mr. de Schilden, mais surtout le Major de Koekeritz, à solliciter des donations de terres.

Il réussit avec tous les autres mais il ne put jamais triompher de la résistance opiniâtre du dernier. Pour faire mordre à l'hameçon le Major de Koekeritz il fut résolu duns l'entretien, dont nous venons de faire mention:

Que M. M. donneroit une fête à laquelle tous ces Messieurs seroient invités. Il étoit intéressant pour moi d'entendre quels moyens on y concertoit pour parvenir à son but; un des intéressés, qui étoit mon ami intime, me rapporta le lendemain en substance cette conversation. —

Les acteurs furent le Général Ruchel, le Général Zastrow, le Ministre Massow, le Major de Koekeritz, Triebenfeld et quelqes autres personnages de la clique. On bût fortement à la santé de Koekeritz, enfin Ruchel prit la parole.

R. Le prince se prépare-t-il déjà à prendre les rênes du gouvernement? Le vieux ne la fera plus longue, et son successeur aura bien de la besogne.

K. Vous ne sauriez croire Mss, combien le prince est assailli, à l'arrivée de chaque courier, de plaintes, de dénon-

ciations, de projets de réforme etc. que sera-ce quand il aura occupé le trône?

R. Dites-moi, savez-vous ce qûil pense sur la dilapidation des domaines dans la Prusse méridionale?

K. Il en est outré.

R. Voulez-vous que je vous dise ce que j'en pense. On en fait plus de bruit que la chose ne vaut. Si vous songez que ces terres manquent absolument de tout inventaire, que les bâtimens en sont ruinés, les champs épuisés, vous conviendrez que ces donations n'équivalent pas à telle maison de Berlin dont le Roi a fait présent à des particuliers.

Triebenfeld. (en l'abordant).

Vous avez bien raison, mon Général; personne ne sait mieux que moi l'état de délabrément des domaines de cette province. Les ecclésiastiques sur tout n'eurent pas plutôt appris que ces biens alloient être sécularisés q'uils

se hâterent de vendre le bétail. C'est un bonheur pour le pays que des économes Allemands soient établis au milieu des Polonois, âfin que ceux-ci profitent des leçons qu'ils leur donneront.

R. Si vous me croyez Mr. le Major vous solliciterez aussi une pareille donation. Vous savez que l'air des cours est variable, qu'il faut se ménager un asyle pour ses vieux jours.

K. (Rougissant jusqu' au bout des ongles). Y-pensez-vous mon Général? Moi solliciter des domaines? quels services ai-je *rendus à l'état* pour mériter des récompenses? Jamais de la vie je n'y songerai. Que je ferai rire les Bischofswerder à mes dépens.

Tr. N'ayez pas peur, Mr. le Major, ils se garderont bien de rire. Vous avez un cousin à Heinersdorf, près de Zullichow, Mr. d'Unruh; il est sans for-

tune, il a servi un grand nombre d'années, il n'a pas dans sa terre six mille écus comptant qui soient à lui. Ne pourriez-vous pas consentir à ce quil sollicitât la donation de la Starostie de — à charge cependant d'indemniser le Staroste Luc Beninsky?

K. (embarrassé; car c'est le pere de ce Mr. d'Unruh qui a élévé Koeckeritz comme un pauvre orphelin). Si le prince héréditaire consent à cette donation (il y consentit) et que mon cousin s'arrange avec le Staroste Beninsky (ce qu'il a fait en effet) je n'ai rien à y redire. (Il prend congé).

Triebenfeld et Consorts étoient bien-aises d'avoir engagé cet homme, qu'ils appelloient le Novice.

Il donna un souper le même soir; j'y fus invité comme voisin, les personnes que j'y trouvai furent Amelong, le Capitaine des Invalides Sellentin,

(bouffon de la société), feu Mr. Eisenhardt, le Conseiller des Finances Wildengans, le Conseiller privé Faudel, (intrigant de son metier) et plusieurs autres Berlinois gourmands fieffés. Triebenfeld se possède toujours, il conserve toujours son sang froid, il boit peu, et lorsqu'enfin les convenances l'y obligent, il se sert toujours de quelque préservatif pour ne pas perdre la tête.

Par contre il sait bientôt enivrer ses convives au point de leur faire perdre la tête, de les mettre dessous la table; il leur donne un vin de Croatie, qui est *piquant et fort comme* de l'eau-devie; ceux qui ne veulent pas de ce vin, à raison de son âpreté, sont servis d'un vin de liqueur de Menesch, auquel on fait succèder ensuite du Champagne qui ne s'accorde pas avec les vins de Hongrie.

En moins d'un quart d'heure tous mes convives étoient grisés.

Pour faire l'Observateur calme je ne bûvois qu'un vin blanc de France où j'avois soin de mettre force eau.

La table fut chargée des mêts les plus exquis. Il y avoit un potage de grives consommées, des oeufs de vanneau, le caviar le plus frais qu'on pût avoir, du boeuf salé de Hambourg, du brochet à la sauce d'huîtres, des pâtés de truffes, du faisan, des perdrix, des gelinottes, les fruits les plus recherchés; mais tout cela ne suffit pas encore. A une heure après minuit on se leva en chancelant, et on se rendit en voiture chez Mad. Bernard. Là on fit servir un ponche composé de vin de Champagne, de Tokay, de Bourgogne, de Johannisberg etc.

Cinq courtisannes, dont la taille, le teint et la carnation étoient incomparables, furent deshabillées en un clin d'oeil; et alors une danse de bacchantes

commença au son d'une horloge à flûtes. Le punche de champagne eut l'effet naturel d'exalter les sens au plus haut point, — jusqu'à, ce qu'enfin, après des jouissances réitérées, suivies de lassitude et d'épuisement, nos libertins, s'arrachant l'un après l'autre des bras de leurs nymphes, s'esquiverent et regagnerent précipitamment leurs maisons.

Triebenfeld et moi nous fûmes les derniers à nous retirer. Pendant que tout étoit dans le vertige et dans l'ivresse, Tr. sobre, maître de ses sens, avoit réfléchi en silence comment ces convives, qu'il *faisoit danser* autour de lui, payeroient le compte exorbitant que Mme. B. mit sur la table — et qu'il ne tarda pas un moment à acquitter.

Il me parut, ce soir là tel que Satan, qui, planant sur le faite du temple, se dit à lui même: Tout ce que je vois là bas est mon Empire.

Amelong fut chargé de procurer de l'argent; c'étoit le directeur juridique de Bischofswerder. Faudel ramasse toutes les nouvelles qui se débitent dans les maisons des ambassadeurs et des ministres, et en forme des combinaisons quil communique à Triebenfeld. — Wildengans est le compagnon inséparable de Triebenfeld dans le trafic des terres. — Sellentin est son conseiller-bouffon-, baladin, et en même tems compagnon journalier de toutes les vieilles Dames de condition à Berlin, dont le commerage lui fournit la matiere des rapports qu'il fait à son protecteur. Quant à moi, indolent et apathique, j'étois pour lui un être inutile.

Pour revenir à ce Triebenfeld qui a joué un rôle si important dans les derniers regnes, c'étoit un homme dont un prince sage auroil fait un instrument

fort utile de ses vues. Il est né pour être mis à la tête del' ordre mystérieux des Espions; il faudroit être plus attentif à le décorer qu'à le payer richement, car l'ambition l'emporte dans son ame sur la cupidité.

Tr. est maître de toutes ses passions, il poursuit, avec une ardeur irrésistible, le but, qu'il s'est fixé; le choix des moyens ne l'embarrasse pas. Mais ce qui est plus: Aucune jouissance, ni les plaisirs de la table, ni les enchantements de la volupté ne sauroient l'arrêter. Il sacrifieroit sans hésiter *ami*, *frere*, *femme* et *enfant*, il ne se feroit aucun scrupule de violer les serments les plus sacrès, de voler de dessus l'autel, s'il le faloit. Il ne fait pas cas de l'argent, il le jette, il le verse — souple et versatile il prend toutes les formes, pourvû qu'il arrive à son but.

Le Général de Koekeritz avoit déclaré:

„Qu'il consentiroit bien à ce que son cousin Mr. d'Unruh obtînt la Starostie de Bomfs, à titre de ferme héréditaire, à la condition cependant de s'arranger avec le Staroste de Beninsky sur l'indemnisation que celui-ci pourroit réclamer.

Huit jours après Mr. d'Unruh, en recevant l'acte de donation, crut tomber des nues.

Bischofswerder, (tout p. alors) employa le premier ce Triebenfeld pour arranger le procès sale de sa fille.

Mais il redoutoit tellement cet homme dangereux, qu'il ne l'admit jamais en sa présence. Il falut donc que Tr. concertât l'affaire avec Amelang.

Elle fut terminée promtement, et à la grande satisfaction du Général; et ce

ne fut qu'alors que Tr- obtint la permission de paroître devant lui.

Bischofswerder. On m'a dit beaucoup de bien de vous Mr. le Conseiller, et je vous suis infiniment obligé d'avoir applani l'affaire de ma fille. — Veuillez prendre place.

Tr. Je n'ai fait que ce que le devoir m'a prescrit, mon Général. Quoique je sois Russe de naissance, et que j'aie la plus grande partie de mon bien placé dans ma patrie, j'ai une telle prédilection pour la monarchie Prussienne, que je serois homme à lui faire le sacrifice de toute ma fortune.

B. Je m'en rapporte à vos protestations, Ma confiance Vous est acquise Mr. Votre physionomie franche me répond de la vérité de ce que vous me dites. — Mais, pour en venir à quelque autre chose, Vous avez présenté depuis quelque tems un tas de suppliques en

faveur de personnes qui couchent en joue des terres dans la Prusse meridionale; je sais qu'on s'adresse à vous, par ce que vous connoissez les localités, — mais dès-à present ces sollicitations doivent avoir un terme. La maladie du Roi empire de jour en jour, la mauvaise humeur, l'aigreur même, sont la suite naturelle de son mal; il a beaucoup de peine à signer son nom; et puis, au cas qu'il vienne à mourir, (événement que je prévois avec assez de certitude), je ne sais pas trop comment son successeur pourra accueillir tout cela.

Il faut donc débouter tous les solliciteurs de ce genre. Il n'y a que le Comte de Luttichau, à qui il me paroit juste d'accorder encore des terres. C'est un seigneur qui a fait réfluer le numéraire dans ce pays-ci. (Il faut savoir que ce Comte de L. avoit acheté

les

les domaines que le Roi avoit donnés à Bischofswerder au prix de 50,000 Louisd'or).

Tr. Vous n'avez qu'à ordonner mon Général. Vos ordres me sont sacrés. Cependant on vient d'expédier un acte d'amodiation par lequel la Starostie de Bomſs est donnée en ferme à Mr. d'Unruh.

B. Mr. d'Unruh? Je ne me rappelle pas ce que c'est. Quel est donc le mérite et quels sont les titres de ce Monsieur-là?

Tr. Il est cousin de Mr. de Koekeritz.

B. (avec un sourire malin). Ha! Ha! Je me rappelle à présent. Qui j'y suis. A l'honneur de vous revoir Mr. (Il s'en va).

Tr. (seul) Ah! Je te connois vieux renard que tu es. Si tu n'avois pas en

poche les 50,000 Louis pour tes terres, tu parlerois sur un autre ton.

Le lendemain Triebenfeld alla faire visite au Major de Koekeritz — ce fut la premiere fois; — il ne trouva que le Valet de chambre, Naguel.

Tr. Votre serviteur Monsieur Naguel (il fait une profonde réverence).

Naguel. A qui ai-je l'honneur de parler?

Tr. Je suis le Conseiller de guerre Triebenfeld, de Breslau — je souhaiterois avoir l'honneur de parler à Mr. le Major.

Naguel. Mr. le Major vient de se lever de table et 'il fait sa méridienne à présent.

Tr. Je ne veux pour rien au monde qu'on trouble son sommeil; en attendant je m'entretiendrai un peu avec Vous.

N. Votre très humble valet, je suis tout-à vos ordres. Mr. le Conseiller ne daignera-til pas entrer pour un moment — (il le conduit dans sa chambre, où il trouve la femme de N a g u e l).

Tr. Votre très-humble, Madame — Vous êtes bien assidue à votre ouvrage, comme je vois. (elle tricote).

Mme N. Ne le faut-il pas Monsieur?

Mon mari reçoit des gages fort modiques et Mr. le major s'imagine, que nous autres, chargés de quatre enfans, nous n'avons pas plus de besoins, qu'il n'en a eu lui-même, lors qu'il étoit au Corps des Cadets et qu'il mouroit de faim, comme il lui plait de s'exprimer. Si je ne me trompe Mr. le Conseiller est de la Silésie.

Tr. Ah Madame, vous me rappellez quelque chose qui a failli m'echaper. N'y auroit-il pas quelqu'un qui pût ap-

peller mon valet de place. (On va le chercher, Tr. lui chuchote à l'oreille, et le domestique s'en va). Madame est de la Silésie, à ce qu'il paroît, puisqu'elle connoît si bien les productions de ce pays?

Mme N. Non Monsieur. Je suis néc à Zilenzig, et élevée avec nôtre Général. (On sonne). Ah! le major s'est réveillé! (Mr. Naguel s'en va, et revient bientôt après chercher le Conseiller de Tr.)

Le Maj. de Koekeritz. Ah! Monsieur le Conseiller je vous salue de tout mon Coeur. — Que nous apportez-vous de bon? Qu'y a-t-il pour votre service?

Tr. Je n'ai voulu que rendre mes devoirs à Mr. le Major, voir comment-il se porte, et m'informer s'il avoit quelques ordres à me donner. En même tems je dois vous apprendre, que Votre Cousin, Mr. d'Unruh à reçu à ferme héréditaire la Starostie de Bomſs.

K. (d'un air fâcheux) Ecoutez Mr. de Tr. cette nouvelle ne me fait pas beaucoup de plaisir. Le public finira par croire, que les choses iront toujours le même train, qu'elles sont allées jusqu'ici — mais à dieu ne plaise que cesoit le cas. — Quant à l'affaire en question, j'en ai rendu compte au prince, il y consent et, pour dire la verité, j'ai des obligations à mon cousin, car son pere, parfaitement honnête-homme, m'a élevé lorsque j'étois un pauvre orphelin, et sans lui je ne serois pas ce que suis. Néanmoins je souhaiterois fort, Mr. le Conseiller, qu'on mît un terme à ces donations de domaines, sans quoi toute la province sera réduite à rien.

Tr. C'est très-vray. Mais ces Messieurs A, B, C, D, E, ne sont-ils pas insatiables?

(Il se retire. — Ayant rejoint Naguel, il trouve son domestique de louage, qui l'attend à

la porte avec un grand baril de beurre qu'il vient d'acheter dans la boutique d'un regrattier de Berlin).

Tr. (à Mme Naguel).

Ah! voila mon beau beurre de Mai, arrivé tout-frais de Schweinern, je l'ai envoyé pour Vous Madame, car je m'imagine que Votre ménage en consomme beaucoup.

Mme N. Je vous suis infiniment obligée Mr. Voila d'excellent beurre et qui sera, de garde.

Tr. (En s'en allant, à Mr. Naguel):

Quand vous deshabillerez le Major, n'oubliez pas de lui parleren ma faveur!

Naguel. Je n'y manquerai pas.

Tr. (se retire).

Le lendemain matin Naguel en habillant le Major lui dit.

Comment Mr. le Major a-t-il trouvé mon compatriote, le Conseiller de gerre Triebenfeld?

Le Maj. Mais il n'est pas Silésien, il est Russe.

N. Comment? il est Russe? J'ai crû quil étoit de mon pays. Il me paroît fort honnete-homme?

K. C'est selon. Il y a des gens qui en doutent, et pour Vous dire la vérité, c'est un homme taré.

N. Est-il possible? Je n'ai jamais rien entendu, qui lui fût défavorable.

Le Maj. Oui, on peut s'en servir — mais l'opinion publique a prononce qu'il n'est pas homme d'honneur. (Le Major sort, et se rend auprès du prince).

Le prince héreditaire de Prusse d'alors (aujourd hui Fréderic Guillaume III.) étoit né avec d'heureuses dispositions; il avoit le meilleur coeur du monde, et assez d'esprit pour saisir une idée donnée et pour continuer l'administration d'un état sur le pied où elle étoit remise ntre ses mains. Sa franchise, sa loyau-

té, sa candeur et une grande bonté d'âme, le faisoient aimer et estimer de tous ceux qui l'entouroient. Ne voulant que le bien, detestant le vice, il aimoit à s'attacher des personnes, qu'il supposait animées de sentimens aussi honnêtes que lui; mais avec cela il étoit embarrassé, irrésolu, ayant été intimidé, dans sa jeunesse, par un gouverneur chagrin et misanthrope. Le Major de Koekeritz étoit l'homme à qui il se livra avec le moins de réserve; après Koekeritz, le Conseiller du Cabinet Menken, qui lui étoit recommandé, et son valet de chambre Wolten avoient le plus de part à sa confiance. (Le major de K. entre).

Le Prince. Bon jour, mon cher Major! Voilà encore bien des dépêches, qui me sont arrivées. Regardez un peu. Il y a d'abord une dénonciation, dateé de la Prusse méridionale, contre le Ministre de Hoym; vous y

lirez des choses abominables, puis un plan proposé par le ministre **Buchholz** pour mieux organiser cette province; ce plan est bien vaste. Enfin voilà un memoire d'un certain **Triebenfeld** — Conseiller de guerre; n'est ce pas celui dont Bischofswerder se sert?

Maj. Oui, Monseigneur, c'est le même.

Le Prince. Dans ce mémoire cet homme dìt: „Qu'il est généralement „calomnié — qu'on lui reproche d'avoir „occasionné la dilapidation des biens „domaniaux dans la Prusse méridionale „*mais q'uil n'est employé* que parce q'uil „a dés connoissances du local, que loin „d'y gagner il n'en a eu que des dé- „penses — des peines, et de plus une „mauvaise répútation, il supplie donc de „ne pas prêter l'oreillé à ses calomnia- „téurs, assûrant, que, quoique Russe de „naissance, il servira toujours fidèlement

„l'état pour lequel il est prêt à verser „la derniere goutte de son sang."

Le Maj. K. Monseigneur, c'est un homme d'un caractère équivoque, sans connoissances et sans éducation, mais ne manquant pas d'ésprit naturel. A présent il fait l'agent secret de Bischofswerder. Il s'est jetté à ma tête, je ne saurois m'en débarrasser, toutefois je ne conseillerois à personne de le charger de commissions importantes.

Le Pr. Non je ne n'aurai rien à faire à cet homme-là. Il faut le renvoyer, s'il s'avise de vouloir me parler. Je n'aime pas les gens d'un caractère équivoque, et en mauvaise odeur. (Après une Pause):

Il m'arrive journellement de tristes nouvelles de Potsdam; mon pauvre pere approche à grands pas de sa derniere heure. Helas! il fut toujours mal entouré. Aprèsens je n'ai pas même la permission de le voir, cette femme

qui l'obsede, (La Comtesse de Lichtenau), s'y oppose; mais attends, je saurai t'en punir, femme détestable que tu es quand je serai monté sur le trône. — J'aime tous les hommes, mon cher K. mais cette femme, voyez-vous, je serai capable de lui faire trancher la tête.

Ecoutez K. Mon pere, je le sais, n'a plus que peu de mois à vivre; je dois m'asseoir sur le trône après lui, mais, Dieu m'en est témoin! je ne le desire pas? Je suis encore si jeune, déstitué d'experience, je ne connois pas la marche du gouvernement, et pourtant je voudrois faire le bonheur de mes sujets; il s'est commis tant de fautes, de désordres depuis une dizaine d'années — comment dois-je les réparer, moi? Le trésor est épuisé, l'état obéré.

Restez mon ami, cher K. assistez-moi toujours; c'est avec vous que je veux toujours me consulter. Et pour que

Vous sachiez ce que vous devez attendre de moi, prenez cette instruction dont vous ferez usage au cas que je vienne à regner. (Il se retire).

(Koekeritz s'essuyant des larmes).

Ah! prince adorable! tu n'es-pas plus fait pour le trône que moi. Tu as l'ame beaucoup trop tendre. Et moi je manque encore des connoissances nécessaires; J'entends bien mon réglement militaire, j'ai lû quelques livres, mais je suis hors d'état de commander une armée et je n'entends goutte au langage et à l'écrivaillerie des bureaux, des tribunaux et des chambres de finance. Il faut tâcher avant tout de nous procurer un bon civiliste, un homme versé dans les affaires qui remplisse les fonctions de Conseiller du Cabinet. Voilà Menken, qui se présente d'abord à mon esprit, oui-c'est l'homme qu'il nous faut- — Lidée est bonne, j'en vois faire part au prince.

Il deploie le papier que le Prince lui avoit remis. (il lit:)

(Instruction pour mon Aide-de-camp général, le Major de K. dont il fera usage quand je serai Roi).

„Mon Grand-oncle a souvent dit: Le roi est le premier serviteur de l'état; voilà ce que je veux être aussi; je gouvernerai d'après les principes de mon Grand-oncle; Tous mes sujets seront aussi heureux qu'ils pourront l'être. Car je les aime de tout mon coeur. Ils auront libre accès auprès de moi; aucun placet ne sera *mis de côté* sans être lû. Trois *fois* par semaine je me ferai présenter des rapports exacts sur tout, vous y assisterez, et nous entendrons le pour et le contre; je ferai peu ou point de réponse à ces Messieurs, mais ensuite quand nous serons seuls, nous deux, nous nous consulterons, et tout ce que nous aurons

arrêté, après une mûre délibération, sera irrevocable.“

„Feu mon Grand-oncle a dit encore: Un trésor est la base et le soutien de l'Etat Prussien. Mais nous voilà accablés de dettes. Je ferai toute l'économie possible pour amasser un trésor — plus de donations à l'avenir. — Quand le pays aura des besoins urgents, je veux dire en cas d'incendies etc. je donnerai de tout mon coeur — mais point de somptuosité, car c'est ce que je déteste.“

„L'armée est encore un objet essentiel. J'aime le militaire, et je m'entends un peu aux manoeuvres et aux évolutions. Nous passerons souvent des revues, et nous exercerons bien les troupes pour les tenir en haleine.“

Je ne veux point de guerre. Il y va du sang hommes, et du trésor de l'état; il faut vivre en paix avec tous ses voisins; qu'ils se battent, qu'ils s'entredé

truisent, s'il leur plaît; quant à nous, nous resterons neutres. Mais quand ils m'attaqueront je saurai me défendre, tant qu'il me restera un soldat.

Vous, mon cher Koekeritz, imaginez vous, que vous soyez mon pere, et ne m'abandonnez pas.

Frédéric Guillaume.

(Koekeritz pleure à chaudes lärmes).

Prince adorable! Que n'ai-je fait de meilleures études, pour pouvoir vous assister toujours de bons conseils. Mais quand je serois plus instruit! J'ai l'ame beaucoup trop tendre, je ne peux dire à personne un mot dur, et quand je me mets en colère au point que tout mon sang bouillonne, et que le feu me jaillit des yeux, comme des éclairs, l'orage qui sembloit devoir tout écraser, est passé en moins de deux minutes — et un moment après tout est oublié, pardonné. Mais je m'efforcerai d'être dur,

et je serai d'une rigueur inexorable, lorsqu'il le faudra. La cour est trop corrompue pour qu'il soit permis d'user de ménagements.

Le Conseiller du Cabinet, Mr. Menken, négligé sous le regne de Frédéric Guillaume II., pour être trop honnête-homme, mais recommandé au Prince héréditaire par le Major de Koekeritz, avoit été appellé, pour être présenté au Prince.

Le Prince. Voyez un peu Mr. ce Conseiller, combien je suis accablé, assiégé de plaintes, de dénonciations, de griefs sans nombre. Prenez tous ces papiers-là, lisez-les, et m'en rendez un compte exact. Je ne puis à la vérité m'engager à rien tant que mon pere vivra, mais je noterai ceci et cela.

Menken. Vous ferez très-bien Monseigneur. Vous trouverez bien à élaguer dans toutes les parties de l'administration.

Le

Le Prince. Je vous ai destiné Mr. à m'aider de vos conseils dans l'administration, et à me faire des rapports chaque semaine, ou toutes les fois que vous le jugerez nécessaire. Prenez ces mémoires-là et dites-moi après ce qu'il y aura à faire. Encore un mot:

Dites-moi Mr. Menken, croyez-vous qu'il faille retraire au profit du fisc les domaines aliénés dans la Prusse méridionale?

Menken. Je crois que non, mon Prince. Vous risqueriez un éclat, vous feriez une impression désagréable sur l'esprit de vos sujets, si, un moment après la mort du Roi, votre Pere, vous vouliez annuller, casser ce que sa Maj. à ordonné ou permis. D'ailleurs il ya de ces domaines qui ont été légalement acquis par un troisième; le titre de possession a été inscrit dans les registres hypothécaires; il y auroit donc de l'injustice

à anéantir tous ces titres par un coup d'autorité. La premiere loi pour le souverain est de respecter les droits des particuliers.

Le Prince. C'est à péu près la même chose, que Koekeritz vient de me dire. N'en parlons-donc plus — — Encore une demande. Vous connoissez cette femme, cette comtesse de Lichtenau, qui a vendu l'état aux Anglois, et qui vole mon pere à toute heure pour s'enrichir — je pourrai bien, de plein droit, je pense, la faire arrêter et punir comme elle le merite.

Menken. (d'un air indécis) S'il y a des indices — des preuves authentiques de sa trahison, à la bonne heure, sans quoi son arrestation et sa punition ne pourroient avoir lieu qu'au mépris des loix. S'il m' étoit permis de dire mon avis à V. A. j'oserois lui conseiller d'user des plus grands ménagemens.

L e P r i n c e. Ses papiers feront voir ce qu'il en est. Il faut que cette femme soit punie, elle coûte des millions à l'état.

Le Prince étoit outré contre cette femme à cause de ses hauteurs, et de l'insolence avec laquelle elle traitoit la Reine-mere. On avoit conseillé au Prince de la faire garder à vue, de peur qu'elle ne quittât le royaume pendant les derniers jours du Roi, parce qu'on prétendoit qu'elle avoit placé de grosses sommes dans la Banque de Venise, bruit qui étoit absolument *dénué* de fondement. Mr. de Z a s t r o w; un des aides-de-camp du Roi fut chargé de surveiller la maîtresse. Mais elle prévint sa vigilance en le faisant appeller auprès d'elle.

L a C o m t e s s e de L. Je vous ai fait apeller, mon cher Major, pour me consulter avec vous sur une affaire qui

me tient fort à coeur. Vous mavez toujours montré de l'attachement et je crois y avoir quelques droits; vous savez que notre bon Roi va finir (sa voix est entrecoupée et ses yeux s'emplissent de larmes) deslors c'en est fait de mon règne; mon rôle sera fini; j'éviterai la cour, et je me retirerai dans mes terres. Mais croyez-vous que je puisse le faire sans être molestée.

Je n'ai aucun crime à me reprocher; si le Roi m'a aimée, s'il m'a tirée de la poussiere, s'il m'a comblée de bienfaits, je ne suis pas une traîtresse pour cela. Je sais que le Prince héréditaire et toute la cour me haïssent; je le sais, mais je ne leur ferai pas ombrage, je leur sauverai ma présence importune. Mais si vous croyez que j'aie du danger, des humiliations, de l'opprobre à redouter, conseillez-moi ce que vous jugez à ma place de faire.

Zastrow. Comment, Madame, pouvez-vous soupçonner seulement qu'il y ait le moindre danger pour vous à rester à la Cour. — Non! Conduisez-vous à l'égard du nouveau gouvernement comme si rien ne s'étoit passé. — Le prince respecte trop la mémoire de son pere, pour qu'il soit capable, à peine monté sur le trône — de rendre l'amie du feu roi responsable de choses qui peuvent s'être passées.

La Comtesse de Lichtenau resta, et à peine Fréderic Guillaume III. se vît-il sur le trône, qu'il la fit arrêter, enfermer dans une forteresse et — élargir quelque tems après.

Le roi mourut; la joie que le pays, témoigna de sa mort fut aussi immodérée que l'affliction qu'on avoit vue éclater lors de la mort de Frédéric II. On attendoit un nouveau règne qui se signaleroit par l'esprit de justice, d'écono-

mie, de liberté, d'humanité, et par une grande énergie. (Ce n'est que sur ce dernier point qu'on s'étoit fait illusion).

Menken qui dirigeoit le jeune Roi dans les premiers tems, beaucoup trop jeùne, trop novice pour entreprendre de grandes réformes, incapable par sa bonhommie même — par sa timidité, par son irrésolution, par le peu de confiance qu'il avoit en ses propres forces, de briser les anciens moules, et d'y en substituer de nouveaux, Menken étoit bien éloigné de partir du principe macchiavellique qui suppose la crainte dans les sujets et la sévérité dans le gouvernement. Il crut les loix et les institutions, établies dans l'Etat Prussien, suffisantes pour gouverner l'état avec douceur et avec humanité; et pour rien au monde il ne se seroit départi de ce principe. Le roi, naturellement bon, vint au-devant de lui — il fut bientôt mis à l'unisson

avec Menken — la reine ne se mêloit de rien; pour Koekeritz nous le connoissons par les dialogues précédents.

Menken se proposoit de tendre, par l'action énergique du Cabinet, tous les ressorts du gouvernement. — C'est ce qui fit, que depuis son avancement les ministres furent obligés de rapporter au Roi sur toutes les affaires de certaine conséquence, et d'en attendre l'autorisation avant de rien décider. Son influence cependant se bornoit aux affaires de l'intérieur; la direction du militaire fut confiée à Mr. de Zastrow, celle des affaires étrangeres au Comte de Haugwitz qui quitta la croix de son ordre *) et déploya son caractere naturel de bonvivant, aussitôt que le vieux Roi eût fermé les yeux. —

En 1797. on étoit encore dans la ferme persuasion, que le militaire Prus-

*) Il étoit rose croix.

sien étoit le meilleur de l'Europe, on ne se doutoit pas qu'il fût possible de le surpasser, encore moins s'avisoit-on d'y faire de réformes. Cependant le Général Ruchel en conçut le plan; homme estimé à cause de son activité, de son energie, et ne respirant que la gloire des armes Prussiennes. Il forma le projet de soumettre à l'enrôlement toutes les provinces et villes exemptes de la Conscription militaire.

Le Roi le renvoya à Menken, qui n'étoit pas de son avis. Il y eut entr, eux un pourparler dont voici l'essentiel:

Le Gen. Ruchel. C'est le Roi qui m'envoie auprès de vous, Mr. le Conseiller du Cabinet, pour conférer avec vous sur mon plan, relatif aux villes exemptes de la conscription; c'est à regrét que je me soumets à cet ordre, car étant question d'une affaire militaire où Vous n'entendez goutte, j'aurois désiré

de la discuter plutôt avec un homme du metier.

Menken. (d'un air froid et modéré).

Ce n'est pas ma faute, que Sa Maj. ait bien voulu me charger d'examiner ce plan, et je suis bien fâché, Monsieur le Général, d'etre dans le cas de vous dire que l'exécution de votre plan est presque impossible.

Ruchel. Oui, J'entends bien. On n'a qu' à mettre uné affaire du ressort des militaires entre les mains de ces grate-papiers, de ces civilistes, pour être sûr qu'elle ne réussira pas.

Menken. Permettez, mons. le Général, que je vous dise mes raisons.

Ruchel. Les Messieurs de votre état ne manquent jamais de raisons.

M. Voilà, mon Général, les villes de Berlin, de Breslau, de Koenigsberg, etc. qui ont acquis, à juste titre, cette exemption, en vertu d'un privilège qui

leur a été accordé par les Ayeux de Sa Majesté, le roi actuel; il est juste de les maintenir dans leurs privileges par le droit provincial — car le Souverain n'est pas au-dessus de la loi, et je ne saurais prêter les mains à ce que les loix soient anéanties par des coups d'autorité.

Ruchel. Que le diable emporte vitre fichu droit provincial. Je me moque bien de ces statuts surannés. — Mon plan est fondé sur la raison je le sais. Car du moins je ne vois pas, moi, par quelle raison les autres sujets seroient obligés de sacrifier leur vie et leur santé pour un tas de marauts, de fainéants, ceux sur tout qui peuplent la capitale, pour des vauriens qui ne font que battre le pavé. Adieu Monsieur.

Ruchel courut chez le Roi, pour faire passer son plan; le roi ne lui fit point de réponse, mais dans la séance

suivante du Cabinet son plan fut rejetté. Ruchel en fit des reproches au Roi; celui-ci n'y répondit rien, mais il dit à Koekeriz peu après.

„Ce-Général de Ruchel est un homme bien avantageux,“ et depuis ce tems Ruchel perdit sa confiance.

Menken qui se sentit malade, (il mourut peu après de la phtisie bronchiale), proposa pour son successeur Mr. Beyme, Conseiller du tribunal suprême — puis il donna sa démission après avoir fait publier une quantité d'Ordres émanés du Cabinet, qui rendirent à la presse et à l'opinion publique la liberté, dont l'une et l'autre avoient joui sous Frédéric le Grand.

Ce Beyme étoit ce qu'on appelle un Jurisconsulté encroûte. Je vais, pour le caractériser, insérer, mot pour mot, un rapport qu'il lût à une Séance du Cabinet, où le Roi assista avec Koekeritz et Zastrow.

Beyme. (fait son rapport.) Une commune du Département de Glogau, en Silésie, se plaint des vexations énormes qu'elle éprouve de la part de son seigneur terrier, qui abuse de sa Jurisdiction pour extorquer des préstations inouies jusqu'ici. Les détails y sont joints, mais sans preuve juridique, moins encore a-t-on pris la peine d'accompagner le mémoire d'un certificat de l'autorité compétente; Votre Majesté se verra donc obligée de renvoyer l'affaire à la décision de la Régence de Glogau, comme à l'autorité compétente.

Le Roi. Il me vient de tems en tems de pareils griefs; il faut pourtant qu'il y ait quelque fondement — que mes sujets soient opprimés.

Koekeritz. Je connois un peu la constitution de la Silésie, la servitude personnelle y regne dans toute sa rigueur.

Beyme. Tant qu'il n'existe pas de Convention consentie, agréée par les deux partis, point de Contrât, qui règle leurs droits et leurs devoirs respectifs, bien établis, l'Etat ne peut rien y voir. Mais si V. Maj. l'ordonne, le Ministre d'Etat, Comte de Hoym, et le Ministre de la Justice, Mr. de Reck pourront être mandés à donner leur avis sur une maniere légale d'arranger les vassaux avec leurs seigneurs. Ce conseil fut agréé, et il eut pour suite l'établissement monstrueux de la Commission à l'effet de constater et de fixer les droits *féodaux*. Des-lors on ne vit plus émaner du Cabinet que des actes et des dispositions propres à maintenir les anciennes formes, et à étouffer, dans la naissance, toute nouvelle institution.

On oublia entièrement le principe aussi vray, que fécond: „Que les loix, pour

être efficaces, doivent s'accorder avec l'Esprit du siecle.

Dès son avenement au trône le Roi fut maître chez lui; il avoit assigné à chaque individu de son état, aussi bien que de sa maison, leurs fonctions respectives, et malheur à quiconque auroit osé s'immiscer dans quelque affaire, qui n'eût pas été de son ressort. Son valet de chambre, Wolter, avoit eu grand soin du prince dès sa jeunesse; — cependant celui-ci, devenu Roi, ne souffrit jamais que Wolter se mêlât de choses étrangères à ses fonctions. Il ne manquoit pas de personnes qui cherchassent à s'insinuer dans les bonnes grâces de Mr. Wolter, espérant que cet attaché deviendroit un second Riez, mais leur attente fut bien frustrée.

Un jour Wolter fit une tentative de ce genre, qui échoua. Il profita du

moment où il habilloit le Roi, pour lui adresser une priere.

Wolter. Le vieux cuisinier qui a eu l'honneur de servir V. Majesté, il ya quinze ans, lorsque vous étiez prince encore, brave homme, accablé de maladie et de vieillesse, m'a prié de présenter à V. M. cette supplique, il sollicite une petite pension, n'ayant pas de quoi vivre. Votre Maj. aura-t-elle bien la grâce de la lui accorder.

Le Roi. (d'un air sérieux) Je n'aime pas Wolter, que vous vous mêliez de choses qui ne vous touchent pas. Le cuisinier n'a qu'à se présenter lui-même. Ce seroit une jolie chose, si je vous laissais voir l'état de ma caisse. L'affaire doit être présentée à qui il appartient d'en prendre connoissance. Dorénavant vous vous abstiendrez de pareilles intercessions, et vous m'epargnerez la peine d'un refus. M'entendez-vous? Le

placet fut renvoyé au Conseiller du Cabinet, qui en fit son rapport — et la pension fut accordée. A cette occasion le Roi parla à Koekeritz en ces termes:

„Le cuisiner suppliant m'a bien fait jeûner dans mon enfance, car l'art de la cuisine étoit ce qu'il entendoit le moins; ce seroit à présent mon tour de lui rendre la pareille, mais je n'aime pas à me venger — je veux qu'il ait de quoi se rassasier. Il faut savoir qu'on faisoit faire bien mauvaise chère aux princes royaux dans leur jeunesse.

Le Roi aussi bien que la Reine haïssoient le cérémonial et l'étiquette de la Cour; tout ce qui sentoit l'appareil et le faste leur repugnoit.

Par contre Mme. de Vofs, Intendante de la Cour de S. M. la Reine, ne vivoit et ne respiroit que pour ces formalités minutieuses, elle grondoit tout le jour sur la violation des loix, de la con-

convenance, et de la représentation royale; — et bien que le Roi et la Reine aimassent de tout leur coeur la bonne vieille Dame, ils prirent cependant plaisir de s'amuser à ses depens.

Un jour, peu après son avénement, le Roi lui fit demander s'il lui étoit bien permis d'aller voir la Reine; Mme. l'Intendante du Palais lui fit répondre, qu'elle alloit annoncer sa visite à la Reine, dont elle se mettroit en de voir de lui faire tenir la réponse. Mme. de Vofs alors se mit dans ses grands atours, pour s'acquitter de cette mission importante, mais quel fut son étonnement, lorsqu' en entrant dans la chambre de la Reine, elle y trouva Frédéric Guillaume assis sur un Sofa avec sa Louise qu'il tenoit embrassée.

Il s'agissoit alors d'une Visite de cerémonie qu'il faloit rendre au Prince Henri, Grand-oncle du Roi; celui-ci

fit demander à Mme de Vofs quel étoit le cérémonial à observer en pareille occasion. Mme de Vofs fit répondre, qu'il faloit le plus beau carosse de cérémonie attelée de huit Chevaux, et des laquais en habit de galas. Le roi donna ordre, qu'on attelât le Carosse et qu'on le tint prêt au bas de l'escalier mais, à quelque distance derrière lui, on tenoit une autre voiture; c'étoit un Cabriolet à deux chevaux.

Mme de Vofs fut priée de monter la premiere dans le Carosse de parade, on ferma la portière derrière elle, et la voiture partit. Alors le roi et la reine monterent dans le Cabriolet, que le roi conduisit lui-même.

Enfin Frédéric Guillaume III. vivoit avec sa Louise et avec ses enfans en bon père de famille, — Témoin la conversation qu'on surprit un jour:

La Reine. Dis-moi-pour quoi le Colonel de Koekeritz est-il donc si pressé de regagner sa chambre tout de-suite après dîner, et pour quoi n'attend-il jamais que le café soit servi. C'est comme s'il étoit sur des épines.

Le Roi. Je m'en vais te dire la cause de cette impatience.

Notre ami Koekeritz, dès son entrée dans le militaire, a conservé l'habitude, de se retirer à sa chambre aussitot quil a dîné, pour s'y mettre à son aise et pour prendre son café en fumant une pipe.

La Reine. Me permets-tu donc une plaisanterie avec K.?

Le Roi. Je veux bien.

Aussitôt qu'on eût desservi le dîner, la Reine en s'éloignant, dit à Koekeritz de l'attendre un moment, qu'elle avoit quelque chose à lui communiquer et qu'elle reviendroit dans l'instant — Elle

reparut peu après, suivie d'un domestique qui portoit une pipé chargée. Ayant présente au colonel cette pipe, avec une allumette, elle lui dit:

„Mon mari et moi, souhaitant prendre le café avec vous et sachant que vous n'aimez pas à prendre le café sans fumer, j'ai voulu moi-même vous procurer cet assaisonnement.

On se doute que dans le nombre des jeunes gens qui avoient accès auprès du roi, il y en avoit qui auroient bien desiré de voir, que leur maître se fût livré à un penchant déréglé pour le sexe.

Un jour le Roi avoit remarqué la fille d'un bourgeois de Charlottenbourg et en passant devant elle il n'avoit pu s'empêcher de dire: „Quel joli visage!“

Ce mot lâché imprudemment suffit pour qu'on formât le projet d'approcher cette fille de la personne du Roi.

On profita d'un jour où le Roi, ayant dîné avec quelques personnes de sa suite, et ayant bû plus de vin qu'à l'ordinaire, se trouvoit en très-bonne humeur. On plaça donc la fille en question au bout d'une galerie où le Roi devoit passer en se retirant dans son cabinet.

Le Roi l'apperçoit, et en passant devant elle il lui pince la joue, et lui demande ce qu'elle est venue faire au château. La fille, un peu nigaude, toute honteuse, jette un cri au moment que le Roi lui touche la joue; le roi s'en dépite et lui dit: Es-tu donc possédée toi? Va tout-de suite te retirer de devant mes yeux, petite sotte que tu es.

Frédéric Guillaume tout populaire, tout juste, tout humain qu'il étoit, tenoit fort à la dignité de la majesté royale, et à l'honneur de sa maison.

Il avoit beaucoup d'attachement et d'estime pour sa belle-soeur, la Princesse Louis. Il fut donc outré lors qu'il apprit son intelligence avec le Prince de Solms. Il boudoit avec tous ceux qui se présentoient à son passage, et il ne parloit pas même à son épouse.

Enfin la Reine, tout éplorée, osa l'aborder. — T'ai-je donc offensé, mon mari, pour que tu mes fasses ainsi la mine?

Le Roi. C'est la conduite de ta soeur qui me navre le coeur. Elle compromet mon honneur et celui de ta maison. Sa faute ne peut pas se réparer.

La Reine. O mon Dieu! Je ne le sens que trop. Mais, après tout, ne re-

ste-t-elle pas ma soeur? Puis-je, dois-je cesser de l'aimer, pour une seule action qui a violé les loix de l'honneur? Pardonne-lui, mon ami, et permets-lui d'épouser le Prince son amant.

Le Roi. Qu'elle épouse qui elle voudra; peu m'importe; pour moi je ne la reverrai plus. Le mariage fut conclu dans le plus profond silence. Le Roi tint parole. Ce ne fut que quelques années après que le coeur aimant de la reine put engager le roi, à force d'instances, à recevoir une visite de sa belle-soeur à Alexandersbad.

Les comtes de Schoulembourg et de Hoym furent deux ministres de l'intérieur que le roi estimoit, quoi qu'on eût pris soin de desservir le dernier auprès de lui. — Hoym parut à Berlin; Koekeritz fut chargé de lui insinuer, qu'il fe-

roit bien de solliciter le roi pour qu'il le déchargeât du département de la Prusse méridionale. Ce projet réussit.

Le comte de Hoym. Je viens recevoir les ordres de votre majesté, relativement au département quelle m'a confié. Je sais que V. M. ne peut pas agréer tout ce qui s'est fait sous le règne de feu le roi, votre pere, dans la province de Prusse méridionale. Les plus beaux domaines ont été donnés en gratifications. Les actes déposés aux archives feront foi que j'ai constamment protésté contre la sécularisation des biens ecclesiastiques. Trois fois je fis des rémontrances contre cette mesure violente — je ne fus pas écouté; il falut céder à l'autorité. Ensuite on me demanda un plan pour les donations qu'on avoit déjà résolues, — j'avois beau vou-

loir les éluder — mes efforts furent inutiles. Je pourrais alléguer plusieurs exemples qui me justifient, mais je sais que V. M. veut tirer le voile sur ces affaires-là. Je me tais.

Le Roi. Sans doute. A quoi bon remuer cette affaire à présent? Elle est faite. Je ne saurois y revenir sans compromettre mon pere. Mais comment les choses vont-elles en Silésie? On parle beaucoup de troubles, de soulèvements de paysans, de terres seigneuriales mises en séquestre. Tout cela ne me fait pas beaucoup de plaisir, comme vous sentez.

Le comte. Je souhaite, — et je supplie votre majesté qu'il lui plaise de me décharger du département de la Prusse méridionale, afin que je puisse concentrer toute mon attention sur la Silésie. Il faut absolument mettre ordre à l'abus du crédit hypothécaire. Je vais

présenter de très-humbles rémontrances relativement à ce sujet.

Le roi. Je veux, de tout mon coeur, vous soulager d'un fardeau qui vous accable. Il y a assez de tems que vous servez l'état, pour pouvoir prétendre au repos. Mais, à qui pensez-vous que je puisse confier ce département?

Le ministre Hoym. Le ministre Vofs l'a déjà eu plusieurs fois. Pour ce qui est de l'administration provinciale, Mr. de Wedel, (intendant des forêts de la Silésie,) homme habile et intègre, est chargé d'en soigner une partie.

Le roi accepta la demission de Hoym, il demanda à Schoulembourg à qui il faloit confier le ministère de la Prusse méridionale, Schoulenbourg reçommanda Mr. de Vofs, et il eut le département.

Le roi n'aimoit pas les réformes brusques dans l'administration, il avoit une confiance entiere en ses ministres,

il ne prêtoit guères l'oreille aux denonciations, et lors qu'il étoit à-demi persuadé de la conduite illégale d'un fonctionnaire public, la bonté de son coeur tendoit toujours à affoiblir les preuves les plus convaincautes.

On lui avoit fait remarquer à différentes reprises l'intimité frapante qu'on voyoit régner entre le ministre de Schoulembourg et le Juif Liebmann Meyer. On lui avoit dit, que ce Juif gagnoit immensément dans la ferme de la lotterie. Le roi n'avoit jamais répondu à ces insinuations.

Enfin la reine, desirant acheter la principauté de Pyrmont, s'adressa un jour au roi.

La reine. Mon cher époux, dit-elle, achète-moi donc ce divin Pyrmont. J'y irai tous les étés prendre les eaux et par ce moyen je soutiendrai ma santé chancelante.

Le roi. As-tu de l'argent?

La reine. Oh oui! Si je n'ai pas de l'argent comptant, je sais du moins le fonds d'où l'on pourroit tirer le prix de cette acquisition.

(La reine tire un compte où l'on voit au juste le surplus annuel, que la lotterie à classes produiroit si elle étoit mise en regie — elle le présente au roi.)

Le roi. (Lit ce compte et le remet à la reine en disaut):

Je serois bien fou de remuer ce guêpier.

Dans la politique le roi avoit adopte un systeme, auquel il tenoit avec une fermeté inébranlable; il lui avoit été inculqué dès son enfance, il étoit conforme aux sentiments de son ame, aux voeux de son coeur, mais il préparoit sa perte. Ce système s'appelloit Neutralité.

Dans l'année 1792 tous les bons esprits de l'Allemagne condamnoient la guerre de l'Autriche et de la Prusse conte la France. Ils ne virent dans la fameuse alliance de ces deux états, conclue à Pillnitz, qu'une ligue monstrueuse, contraire à leurs rapports naturels et à leur situation respective. Le parti d'opposition, assez fort à Berlin, sans être prédominant, avoit alors à sa tête le comte de Herzberg. On bénissoit ceux, qui en 1795 ménagerent la paix entre la France et la Prusse. En desapprouvant avec raison la déclaration de guerre contre la France, ou plutôt la conduite des alliés qui amena cette déclaration de la part des chefs qui tenoient alors en France les rênes du gouvernement, en prévoyant que cette guerre funeste ne serviroit qu'à réveiller les forces gigantesques de la France, et à les diriger sur un seul point, au dehors, on

ferma les yéux sur les grands désavantages, que la paix de Basle (1795) causoit à la Prusse, en mettant à decouvert les provinces d'ouest, par l'abandon de la Hollande.

Peu de tems après Fréderic Guillaume III. monta san le trône; il étoit grandi et sa raison s'étoit développée pendant cette periode; le parti d'opposition, qui aime toujours à s'attacher à l'heritier présomptif de la couronne, s'étoit efforcé de le préserver de l'idée, ou de le détourner du projet de immiscer dans le affaires de la France. Voici à peu près le langage que Menken et d'autres lui avaint tenu. „La France „ne peut jamais être ennemie de la Prus„se, tant qu'elle sera dans un conflit „continuel avec l'Autriche; la Prusse „donc sera toujours l'alliée naturelle de „la France.“ Que le gouvernement de ce pays soit entre les mains des royalistes,

ou des Jacobins, ou des Girondistes, ce principe sera toujours de la derniere évidence pour les dépositaires de l'autorité, de quelque parti qu'ils puissent être.

Tandisque tous les autres états de l'Europe briseront leurs forces contre les places fortes, en partie imprenables, de la France, contre le colosse de puissance, formé par la réunion de ses peuples divers: les benédictions de la paix se répandront sur les provinces heureuses de la Prusse, toutes les richesses régorgeront dans ce pays préservé du flambeau de la guerre, tout le commerce des nations belligérantes y viendra chercher des canaux, tous les vaisseaux étrangers vont arborer le pavillon Prussien!

„Si Frédéric Guillaume II. a prodigué des sommes énormes, dilapidé le trésor de l'état, et accablé son pays d'un fardeau de dettes, qui absorbent les reve-

nus d'une année, la neutralité de la Prusse, les fruits de la paix et de la tranquillité que recueillira la Prusse, ne tarderont pas à combler le déficit, et à remplir le vuide qui se fait sentir dans le trèsor."

„Mais si les révolutionnaires françois concoivent le dessein, aussi injuste qu'insensé, de ravir à la Prusse sa tranquillité, sa prospérité, son indépendance — qu'ils viennent nous attaquer, que leurs efforts impuissants viennent se briser contre ce rocher du Nord, la premiere armée de l'Europe, commandée par des généraux éprouvés; oui nous les défions — qu'ils viennent nous apporter la guerre, et les braves Prussiens, enflammés du feu sacré du patriotisme, sauront combattre et mourir pour leur constitution et pour leurs foyers."

Voilà le langage déclamatoire que tinrent les instituteurs du prince, et

que

que répétèrent les premiers conseillers du roi; se pouvoit-il que ces principes ne se gravassent profondément dans l'esprit et dans le coeur d'un jeune monarque, plein de la gloire de ses ayeux.

Beyme, successeur de Menken, n'avoit pas l'ambition de s'ingerer des affaires politiques. Il les abandonna au secrétaire du cabinet Lombard, jeune homme à talents, qui avoit sçu s'emparer de l'esprit de Koekeritz, et qui affichoit une forte prédilection pour les François.

Ce fut en 1799 que les Russes et les Autrichiens réunis, conduits par Souworow, chasserent le Fsrançois de position en position, et les défirent en plusieurs endroits complettement. A cette époque les Anglois et les Russes avoient occupé la Hollande, et une troisième ar-

mée autrichienne se trouvoit aux portes de la Suisse. Le génie tutélaire de la France, le grand Napoléon, avoit franchi les mers, pour fuir le soufle contagieux d'un directoire déprédateur; ce héros arbora ses drapeaux victorieux près des catarractes du Nil. S'il fut jamais une époque où la Prusse eût pu conquérir la Hollande, et réunir ce pays, comme la Westphalie, à ses autres possessions, ou s'arroger au moins le droit d'y mettre garnison, ce fut celle-là L'envoyé de Russie pressa Frédéric Guillaume de fournir 45 mille hommes pour faire une diversion en Hollande, l'Angleterre promit des subsides, et plusieurs ministres, Hardenberg entr'autres, insisterent sur la nécessité ou la convenance de faire la guerre.

Entraîné par tout ce que l'art de la persuasion peut avoir de plus séduisant, le roi se résolut enfin — à faire mar-

cher des troupes. Tous les ordres nécessaires étoient expédiés aux bureaux, les couriers devoient partir la nuit suivante, lorsqu'un particulier, que je vais faire connoître ci-après, se présenta devant Koekerirz et lui adressa ce discours:

„N. N. Les ennemis de la patrie sont enfin parvenus à triompher de la résistance du roi; ils l'ont sçu disposer à une guerre contre la France. Les meilleurs esprits de la nation et la voix du peuple se déclarent également contre ce projet de guerre, où ils prévoient la ruine de l'état. A peine notre patrie s'est-elle relevée de l'affoiblissement où la campagne funeste sur le Rhin l'a réduite, à peine le vide des caisses est-il comblé, qu'on prétend ramener cet état de disette et d'épuisement."

„Supposé même que la France soit subjuguée, la Prusse qu' y pourra-t-elle

gagner? La maison d'Autriche envahira l'Italie, l'Alsace, la Lorraine; la Russie réduira la Grèce en forme de province, l'Angleterre s'emparera des colonies Françoises et Bataves."

„Que restera-t-il à la Prusse? La Hollande, pays épuisé, marais disputé à l'Océan qui le réclame sans cesse, — sans commerce, sans marine, sans industrie. Encore le roi ne sera-t-il pas forcé, par les loix de l'honneur, de la restituer à son beau-frère, le prince d'Orange?"

„La Prusse est anéantie vous dis-je, dèsque la France perd son rang parmi les puissances continentales. Mais les coalisés se bercent d'espérances frivoles, lorsqu'ils se flattent d'anéantir la France. Ce pays est surchargé de population, son commerce languit, son industrie est paralysée; le directoire ne demande pas mieux que de vomir hors des frontieres cet

excédent de population qu'il ne sauroit ni occuper, ni nourrir. Que les ennemis en tuent, en exterminent en masse, tant qu'ils voudront; elle sera bientôt reparée la perte de ces malheureux qui ne trouvent pas de subsistance dans leur patrie."

„Je vous conjure, mon colonel, tâchez de prévenir cette guerre contre la France; Ah! si vous aimez votre patrie, si votre souverain vous est cher, employez ce crédit, cet ascendant que vous avez sur son esprit, pour lui faire révoquer les ordres qu'il a expediés à l'effet de mettre une armée en mouvement."

Koekeritz. Vous avez raison. Vous devez être convaincu Mr, que toute guerre est contraire à mes principes, que je hais, que je déteste toute entreprise qu'on pourroit tenter pour subjuguer la France; car je sais que c'est un projet in-

exécutable — j'ai fait la campagne sur le Rhin, j'ai vu avec quelle fureur les François combattent pour leur liberté, ou pour l'honneur de leur nation. J'entre dans vos raisons et dès-ce soir je veux mettre en oeuvre tout ce que j'ai de crédit sur le roi, pour empêcher qu'on ne fasse marcher des troupes.

Koekeritz tint parole. Les couriers furent dédits; on présenta à la cour de Russie une note, destinée à prouver la nécessité où se trouvoit la Prusse de garder la neutralité, et Paul fut terriblement irrité contre Frédéric Guillaume.

Napoléon, aujourdhui Empereur des François, avoit pris les rênes du gouvernement, sous le titre de premier Consul; ayant mis fin à la domination Autrichienne en Italie, il parut sérieusement occupé du projet de rendre la paix

à l'Europe, lorsque, dans un voyage qu'il fit à Bruxelles, le roi de Prusse envoya à sa rencontre le conseiller du cabinet, Lombard — apparemment pour sonder les intentions du premier Consul et pour observer la nouvelle cour de France. On ignore qui a pu recommander au roi un sujet aussi incapable le remplir une pareille mission que cet homme-là. Lombard, sorti d'une condition obscure, et doué de talens médiocres, possédoit assez la langue Françoise, et écrivoit des lettres d'un stile passablement correct; voilà tout le mérite qu'il devoit à son origine plutôt qu'à son éducation et qui parût suffisant, comme l'on voit, pour sonder un esprit tel que Napoléon. —

Lombard ne sentant sa force que dans la langue et dans la société des François, il étoit naturel, que son systeme politique fût aussi favorable aux in-

têrêts de la France; aussi ce fût lui qui dissuada le roi, avec le plus de force, de toute mesure hostile contre cette puissance. A Berlin on attendoit beaucoup de la nouvelle révolution arrivée à Paris par laquelle Bonaparte avoit été mis à la tête du gouvernement; on espèroit que ce chef s'empresseroit d'élever la Prusse, d'autant plus qu'il lui avoit des obligations.

[On dit que le vaisseau qui ramena Bonaparte d'Egypte en Europe portait pavillon Prussien, et qu'il étoit muni de passeports de cette même puissance.]

Si le roi de Prusse a raisonné de cette maniere, cette logique étoit bien dans son caractère; mais si son cabinet a partagé son opinion, il a montrè aussi peu de discernement que de clair-voyance. La gratitude pourra-t-elle jamais engager un souverain qui se pique de prudence, à sacrifier l'intérêt de ses

peuples à des affections personnelles? On est reconnoissant en politique tant que l'intérêt public s'y trouve; et la durée des traités mêmes est liée à cette condition.

Mr. Lombard revint de son importante mission; et tout Berlin retentit de l'accueil distingué qu'il avoit trouvé auprés du chef de la nation Françoise.

On n'avoit pas remarqué que ce Lombard, homme dénué de toute réprésentation, étoit un jeune vieillard paralytique, dont la phtisie dorsale commençait déjà à ronger la moëlle, parce quil s'étoit livré dès l'enfance à la volupté la plus immodérée. — On avoit oublié que ce libertin étoit fils d'un perruquier; le cabinet Prussien ignoroit ou il ne voyoit pas, que la nouvelle cour Françoise, à cette époque même, s'attachoit à ressusciter les formes et l'éti-

quette de l'ancienne cour des rois, parce qu'elle sentoit bien que ce sont là des décorations indispensables du gouvernement mouarchique, et en particulier du trône Français.

Bonaparte se trouvoit alors au milieu de la carrière qui devoit le conduire à son grand but. La puissanse de la Prusse, jointe à celle des autres ennemis de la France, pouvoit lui faire perdre la possession de la Hollande, le plus fort boulevard de l'integrité de l'Allemagne. Il étoit naturel que Mr. Lombard fût traité avec beaucoup de délicatesse, et, s'il avoit été plus clair-voyant, il auroit attribué ce traitement aux conjonctures politiques, loin de le rapporter à son mérite personnel.

Sans avoir jamais entendu le jugement de Napoléon sur une pareille ambassade, nous croyons, en combinant les rapports politiques de cette époque avec

les idées, les sentiments, et les projets connus de ce grand homme, pouvoir lire dans son ame et supposer qu'il se dît alors en lui même:

„Comment est-il possible, que le cabinet Prussien ait eu la bétise de m'envoyer un ambassadeur de cette sorte? Je serois tenté de croire que le choix de cet envoyé avoit pour objet de jetter du ridicule sur moi et ma carriere. Ignore-t-on que le chef de la république Françoise n'est pas un personnage insignifiant, quels que soient ses commencements? Ne sent-on pas que je veux rendre au trône François tout son ancien lustre, non pas que la vanité m'y pousse, mais parce que je crois cet échaffaudage absolument nécessaire pour en soutenir la grandeur.“

„Comment est-il possible, qu'une cour, entourée de la haute noblesse de tout un royaume, ait pu envoyer au de-

vant de moi un homme, qui a passé sa jeunesse dans la crapule, dans la dissolution de mauvais lieux, qui a joué le rôle de bouffon dans la maison d'un prince, et qui ne couvre pas même la bassesse de son origine par des talens distingués."

„On diroit que depuis la mort de Frédéric et de Herzberg toute saine politique à disparu de la cour de Prusse."

Lombard qui inspira à son monarque l'idée la plus favorable des sentimens de Napoléon, qui se faisoit fort de lui en répondre et d'assûrer, que la Prusse n'auroit rien a redouter de la France, tant qu'elle persisteroit dans sa neutralité, — Lombard fut comblé de présents et de distinctions par le monarque qu'une répugnance naturelle éloignoit de la guerre.

Dès ce moment Frédéric Guillaume se livra entièrement à l'espérance de pouvoir faire le bonheur de ses sujets sans éprouver ni commotion ni orage. Il s'imagina que ses états étoient on ne peut mieux gouvernés; tous ses soins et ses efforts ne tendoient qu'à remplir le trésor, vuidé sous le règne précédent, et à payer les dettes contractées par son Pêre:

Son ministèré n'avoit d'autre soin, d'autre intérêt, que d'arrondir la monarchie Prussienne par l'acquisition de provinces et de petits états, d'y placer une foule de protégés, et de grossir son revenu par des gratifications et des donations, qu'il savoit obtenir à force de manègeet d'importunités.

Le roi, dans le calme le plus profond, passoit l'été dans ses maisons de plaisance, et l'hiver dans la capitale, où il trouvoit plus de vrai bon-

heur dans le sein de sa famille, que dans le faste et l'éclat de la cour. Toute l'Europe étoit embrasée, la guerre traversoit les pays limitrophes de la Prusse; et, sans faire des armémens, sans prendre une contenance imposante, on étoit spectateur tranquille de toutes ces agitations, se reposant uniquement sur la loyauté et la justice de ses intentions.

Le roi étoit imbu de préjugés pour la tactique, ou l'art de manoeuvrer, de Saldern, et persuadé de son excellence, il y voyoit la sauvegarde, le palladium de son empire.

Par conséquent, cet exercice, continuellement rebattu sur les places de parade, s'exécutoit en grand sur les hauteurs de Templo et sur le Rumenberg.

A cette prévention pour la Théorie de Saldern le roi joignoit un goût passionné pour ce que le militaire appelle

de beaux hommes; on peut dire que ses gardes, son régiment et les gardes à cheval étoient des hochets dont il s'amusoit. Comme les derniers sont de service à Charlottenbourg pendant l'été, le roi se faisoit une fête de voir la parade de derriere le bosquet du grand jardin, et lorsque de jeunes gens, d'une beauté distinguée, se trouverent en faction, à la porte du jardin, il se plaisoit à leur glisser, dans la guérite, un présent de quelques écus d'espèce. Il ne montroit jamais la même générosité lorsque de vieux soldats y etoient en sentinelle. — Le brave Koekeritz à qui toute partialité faisoit de la peine, s'en plaignit à la reine qui partagea son sentiment. Un jour que le roi se promenoit après dîner au jardin de Charlottenbourg avec la reine et Koekeritz, il se trouva qu'un brave vétéran y étoit en faction.

Le roi passa devant lui sans daigner le regarder, mais la reine le fit remarquer à Koekeritz, qui aussitôt lui adressa la parole.

K. Combien-y-a-til tems que vous servez, mon brave camerade?

Le soldat. Il peut bien y avoir trente ans.

K. C'est un tems raisonnable; il faudra donc bientôt songer à la retraite?

Le soldat. „Oui, mon Général. Il en seroit bien tems. La vieillesse ne s'accorde pas avec le service; notre habit d'ordonnance, tout juste qu'il est, est encore trop large pour les membrés décharnés d'un vieux soldat; rien ne lui sied plus; personne ne daigne jetter les yeux sur lui, et parmi tânt de jeunes gens qui attirent tous les regards il se fait peur à lui-même. Qu'il ait fait son devoir pendant quarante ans, c'est à quoi l'on fait peu d'attention.“

Le

Le roi, qui avoit entendu ce discours, s'éloigne brusquement; mais un moment après il revient seul, et dépose deux Louisd'or dans la guérite, en faisant signe au factionnaire.

L'homme le plus misanthrope peut-il approcher sans respect, que dis-je sans amour et sans vénération, d'un roi, dont le coeur pur et noble n'est ouvert qu'à de bonnes impressions? Mais c'est précisement parce qu'il avoit le coeur si honnête, qu'il lui étoit impossible de croire les autres capables de bassesse et de fausseté, parce que les personnes qui l'entouroient, son épouse et Koekeritz, étoient d'un caractere aussi vertueux et humain que lui, c'est pour cela précisément que jamais roi ne fut plus cruellement abusé que Frédéric-Guillaume III.

J'en pourrois citer des exemples sans nombre, si je n'avois une aversion dé

cidée pour tout ce qui tient à des personnalités.

C'est à cette époque à peu près, que la paix d'Amiens fut rompue, et que les François entrerent dans les états de Hannovre.

On balançoit longtems à Berlin, s'il faloit s'opposer à cette invasion, ou non; mais enfin on se décida pour la neutralité, lorsque le roi de Grande-bretagne et le ministère aveugle de Hannovre declinerent toute intervention de la part de la Prusse.

Dès lors il n'étoit question d'aucune intervention ni directe ni indirecte, dans le de ce pays. On se seroit efforcé inutilement pour déterminer le roi à faire des protestations ou des rémontrances auprès de Napoléon. Lombard l'avoit plongé dans une parfaite sécurité, et la loyauté du roi lui défendit de s'immiscer dans des affaires étrangères, sans en

être requis. Dès ce moment c'en étoit fait de la puissante influence du cabinet Prussien sur le Nord de l'Allemagne.

Le dernier acte de ce gouvernement qui manifestât quelque influence sur les relations extérieures de l'Europe, fut la note que le ministre de Hardenberg présenta au gouvernement François, pour solliciter l'èlargissement de Reubold, ministre d'Angleterre, arrêté à Hambourg, lequel en effet fut mis en liberté peu après; on attribuoit sa délivrance à l'intercession de la Prusse, mais il y a lieu de douter, si elle y a eû la moindre part.

L'autorité suprême dont la main ferme de Frédéric avoit réuni et resserré tous les fils, étoit dissoute en plusieurs branches, partagée entre plusieurs agents, dont les sentiments se trouvoient souvent dans l'opposition la plus directe.

D'abord l'autorité royale se divisoit en trois grandes branches — le pouvoir

militaire, le pouvoir civil et la politique. Le premier étoit subdivisé en une infinité de ramifications. Les promotions militaires dépendoient uniquement de la faveur des aides-de camp, ainsi que l'approbation et l'autorisation des actes du conseil suprême de la guerre, dans ce qui regarde l'administration et l'Economie militaire; enfin les grâces, les punitions militaires, la sanction des arrêts prononcés contre les criminels, tout leur étoit abandonné.

De grandes réformes dans la manoeuvre, dans l'exercice, dans l'habillement des troupes ne pouvoient jamais s'exécuter sans l'approbation et le consentement des principaux Généraux, ce furent le Duc de Brunswick, Moellendorf, le prince de Hohenlohe et Ruchel pour l'Infanterie, Kalkreuth et Dolfs pour la Cavalerie.

Ruchel, admis dans l'intimité du roi, étoit celui qui s'occupoit particulierement de l'éducation militaire; il donna une nouvelle forme au corps des Cadets, il fonda une société militaire savante. Il ne tenoit qu'à lui d'inspirer au militaire Prussien un nouvel esprit, s'il avoit eu l'intelligence nécessaire pour cela; mais il manquoit absolument de génie; quelque prétention qu'il eût d'être original, toute son originalité se réduisait à soutenir en tout le contrepied de ce que le roi avoit arrêté, jusqu'à faire exécuter le contraire des ordres qu'il avoit reçus. Ruchel étoit fier, hautain, insolent, fanfaron, entêté de préventions ridicules contre toutes les autres classes de la societé. C'étoit une piété de voir comme on se tourmentoit à inculquer aux éleves de l'école miliraire les éléments d'une infinité de sciences, dont ils ne pouvoient cultiver aucune

avec un certain succès, à les ranger comme des marionettes en files, et a leur faire faire, au son du tambour, des mouvements compassés et des évolutions combinées avec art. Par contre on ne se mettoit gueres en peine de développer leur physique; on les tenoit assis pendant la plus grande partie du jour; — tirer au blanc, disputer le prix de la course — lutter, s'ébattre, voilà des exercices dont on étoit bien éloigné de concevoir l'utilité. Enfin les écoles militaires n'étoient que des institutions propres à perpétuer le systeme de Saldern, à imprimer aux jeunes gentils - hommes le caractère de l'Officier Prussien, à les enerver, dans l'âge du développement physique, par une nourriture peu substantielle, et par un régime favorable aux désordres clandestins, effet ordinaire de l'ennui, de la gêne, et de la vie sédentaire.

Etoit-il question d'une campagne, voilà

Ruchel qui dressoit des plans d'opération à perte de vue, plans qui furent cependant soumis à l'examen des généraux en chef. Or, parmi ces généraux supérieurs on voyoit regner la plus scandaleuse division, chacun s'obstinant à commander seul et à voir seul ce qu'il faloit faire. Les princes de Hohenlohe et de Brunswick étoient ennemis jurés; Kalkreuth et Dolfs suivoient dans l'exercicee une methode toute différente — le dernier, le plus grand des pédants, faisoit consister tout le mérite de l'officier de cavalerie dans la connoissance et la practique des règles de l'équitation.

Dans le civil les autorités n'étoient pas moins multipliées. Le cabinet, sous l'égide du monarque, s'étendoit sur le tout, sans être chargé d'aucune espèce de responsabilité.

Le Directoire général, le departements des forêts des Douanes et des ma-

nufactures, le bureau général des postes, la banque, la chambre du commerce maritime, le contrôle général, tous ces bureaux étoient autant d'autorités, dont l'action isolée, sans concert, sans centralité, se heurtoit, se contrarioit sans cesse, et entretenoit des divisions interminables sur l'intérêt indivisible de l'Etat. Le département de la justice exerçoit une action aussi isolée que les autres, mais sous l'autorité et la surveillance du cabinet.

Dans les affaires étrangères tout étoit faction et schisme. Haugwitz flottoit entre l'Angleterre et la France, Hardenberg étoit tout dévoué à l'Angleterre, Lombard ne juroit que par la France.

La reine — je le répete — ne se mêloit jamais d'affaires politiques, qui lui étoient absolument étrangeres. — Quel vaste champ, quel théâtre immense une telle cour

n'ouvroit-elle pas à la cabale, à la trahison, à la corruption, aux contestations politiques d'un côté, à la lenteur et à la paresse de l'autre! Elle étoit l'arêne, où des intrigants, nationaux et étrangers se livroient des combats aussi vifs que pernicieux.

Chacun des officiers de la cour un peu accrédité avoit ses amis, ses confidents; ceux-ci en avoient à leur tour; et c'est de cette manière que rien ne se faisoit à la cour, qui ne passât bientôt de bouche en bouche, et qui ne parvînt en peu de tems à la connoissance de la capitale — et de tout le pays.

Le bon roi, ingénu et confiant de son naturel, ne soupçonnoit rien, ne se doutoit pas de tout cela; l'observateur le voyoit assis tranquillement sur les bords d'un Volcan dont l'intérieur étoit dès-longtems en combustion.

C'est sous ces auspices *sinistres* que commensa l'aunée 1805. Au milieu des divertissements que le campement d'automne offrit aux-habitants de Potsdam et de Berlin, le Général Duroc y arriva en qualité d'ambassadeur de la France. Le but de sa mission étoit de faire sortir le roi de son systeme habituel de neutralité, et de l'attacher aux intérêts de la France, menacée de la nouvelle coalition qui étoit sur le point d'éclater.

L'Angleterre, qui voyoit un orage prêt à fondre sur ses côtes, chercha des alliés à Petersbourg et à Vienne, elle appuya sa négociation par des offres de subsides, et son plan réussit d'autant mieux, que le gouvernement Autrichien étoit épuisé par une suite de guerres malheureuses, et que les agens de celui de la Russie étoient avides de l'or des Anglois.

Duroc, homme délié, formé à l'école de Napoleon, et initié à tous ses plans, se trouva vis-à vis de Mr. de Hardenberg, ministre plein de préjuges, fortement attache au système des Anglois. Si alors le comte de Haugwitz s'étoit trouvé à sa place, l'influence du cabinet François êut entraîné facilement cet esprit faible et docile. Mais, malheureusement pour les états Prussiens, le département des affaires étrangères avoit à sa tête un homme, qui ne manquoit ni de courage, ni de suite, ni d'activité, ni même d'éloquence, mais qui étoit imbu de faux principes. S'il ne pouvoit pas déterminer le roi pour la coalition, il empêcha au moins la formation d'une alliance que Napoleon désiroit, il ne permit pas même que la résolution vigoureuse du roi, de menacer d'hostilités tous ceux, qui accasionneroient une guerre continentale, fût

prononcée d'une manière claire et décidée.

Le dialogue suivant pourra servir à faire connoître le ministre Prussien.

Duroc. „On m'a adressé à votre Excellence, pour m'entretenir avec elle sur le danger dont les menées de l'Angleterre, appuyées d'or, menacent le continent. Les armées de la Russie sont sur les frontières de la Prusse, et font mine d'én violer la neutralité, pour arriver à leur destination par un chemin plus aisé." L'Autriche est prête à fondre, en même tems, sur l'Allemagne et sur l'Italie, et les armées de la Prusse sont cantonneés paisiblement dans leurs garnisons. Que V. E. daigne se rappeller, depuis combien de tems le continent, et particulier la France, gémit sous l'odieuse l'influence de cette puissance maritime, qui exerce un despotisme affreux sur toutes les mers, qui a

envahi tout le commerce, usurpé toutes les colonies, et qui, ayant anéanti tous les autres états maritimes, s'est arrogé sur les vaisseaux neutres, même ceux des Prussiens, un droit de visite, dont aucun Code maritime ne lui fournit un prétexte spécieux. Les peuples dépendant d'une infinité de jouissances que les trois autres parties du globe sont seules en état de leur fournir, sont devenus esclaves de l'Angleterre, qui, maîtresse absolue de l'élement qui entoure la terre, a investi l'Europe de ses flottes, comme d'une chaîne de forteresses. L'empereur, qui a achevé tant d'entreprises, qui a donné à ma patrie un gouvernement ferme, lui qui a triomphé de tous ses ennemis, ne consommeroit-il pas son grand ouvrage, en reconquérant à l'Europe entière un droit maritime juste et équitable, dont la Prusse surtout sentiroit les heureux effets. En

effet, quel autre état y seroit plus intéressée que cette Prusse, dont les fabriques, créées par Fréderic II. sont à la veille de leur ruine, puisque l'Angleterre ferme à leurs productions tous les marchés de l'Europe, et que, malgré la sévérité excessive de Vos loix d'exportation, elle va chercher une grande partie de ses matieres premières dans vos provinces.

Peut-il y avoir un motif plus naturel d'une alliance de la France avec le Nord de l'Allemagne, et par conséquent avec la Prusse, un motif plus pressant, dis-je, que l'oppression sous laquelle ces pays gémissent, et qui part du gouvernement Anglois.

Vos côtes, depuis Emden jusqùà Memel, sont surveilleés, que dis-je bloquées par ces ennemis de l'Europe; vous devez leur tenir compte comme d'une distinction et d'une faveur insigne,

de ce qui vous appartient de droit, au cas que l'Angleterre traite vos navires avec plus de générosité et d'une maniere plus libérale que ceux de ses ennemis. Si vous aimez votre patrie et votre monarque, tâchez de le déterminer à une alliance offensive et défensive contre tous ses ennemis, et faites lui déclarer, qu'il regardera la guerre comme décideé au moment où les Autrichiens passeront l'Adige et que les Russes franchiront le Niemen et le Bug.

Hardenberg. Je connois les principes du roi, mon maître; en faisant abstraction des motifs, que vous venez de développer, à l'effet de justifier la nécessité d'une alliance entre la France et la Prusse, je doute que le roi se déclare, ni directement, ni indirectement, pour une participation quelconque à la guerre.

La Prusse ne voit son avantage que dans une parfaite indifférence pour les démêlés, que la France a eus jusqu'ici avec l'Angleterre, l'Autriche et la Russie; elle compte sur ses forces intérieures; et l'exemple qu'elle a donné au monde, il y a soixante ans, à une époque où elle étoit plus foible qu' aujourd-hui, a suffisamment prouvé, ce me semble, qu'elle peut entreprendre une guerre contre toutes ces puissances réunies et la terminer avec honneur. Rien ne doit troubler cette sécurité que l'heureuse paix nous assure.

Autant il seroit insensé de prendre partie contre la France, autant il seroit déraisonnable de se brouiller avec l'Angleterre.

Notre systeme n'est plus celui de Fréderic II. qui tentoit une chose impossible, en voulant convertir la Prusse, pays agricole de sa nature, en un état manu-

manufacturier. Il y a une contradiction, une absurdité, à prétendre qu'un état soit, en même tems, manufacturier, commerçant et militaire, une puissance maritime et continentale. Un état manufacturier n'est rien sans flottes, sans commerce maritime, sans colonies. Nos côtes ne présentent point de ports convenables, nos négociants ne disposent pas de capitaux suffisants. Faut-il que le gouvernement se mêle lui-même du commerce, comme il a fait sous Frédéric II.; rien n'est plus diamétralement opposé à sa vraie destination.

Nous sommes donc revenus aux principes, en nous rapprochant de notre destination de peuple agricole, en donnant à nos productions crues un débouché libre par la Vistule, l'Oder et l'Elbe, où les Anglois nous offrent le débit le plus facile et le plus profitable. C'étoit là le seul moyen, de faire fleu-

rir nos provinces sur-tout celles situées au-delà de l'Oder; voilà pourquoi les prix des terres et des grains se sont élevés chez nous au plus haut point; notre noblesse est dans la prospérité, et c'est un bien; car, elle fait l'appui et le soutien du trône, elle donne à l'état ses premiers ministres, à l'armée ses officiers qni en constituent l'essence; elle n'a pas besoin, comme les fabricants, de l'assistance du gouvernement; elle s'aide et se soutient elle-même par son système de crédit, elle présente au roi la garantie et la caution, de toutes les charges, dont le sujet est le support.

Quant à la Russie nous ne saurions nous brouiller avec cette puissances, puisque notre pays, depuis Mêmel jusqu'à Varsovie, n'oppose aux cohortes féroces de la Russie, aucune position tenable. Outre cela, un attachement et

une confiance réciproques ont uni Frédéric Guillaume III. et Alexander I. par un doux lien, qui certainement ne sera jamais rompu. Tout ce que je puis vous assurer, c'est la plus stricte neutralité; et comme nous nous attendons que jamais des troupes françoises ne toucheront nos frontieres, de même nous saurons en défendre l'approche, et la violation de notre territoire, aux Autrichiens et aux Russes.

Toutes les peines, que se donna Duroc, pour engager le Cabinet Prussien à une confédération, ou à une déclaration sérieuse au moins, furent inutiles. C'est alors que le Maréchal Bernadotte, en entrant dans le territoire d'Anspach-Baireuth, viola, disoit-on, la neutralité; Hardenberg fut outré de cette insulte que vraysemblablement Napoléon n'auroit pas autorisée, s'il n'avoit connu au fond l'irrésolution du roi de Prusse, et

l'opposition habituelle qui regne entre ses ministres, et qui semble érigée en système.

Au soir du jour mémorable, où cette violation du territoire prussien fut connue à Berlin, Hardenberg rassembla autour de lui ses confidents. Il leur donnoit souvent de petits soupers, dont sa maîtresse, Madame Schönemann, faisoit les honneurs, tandisque la fille de celle-ci, personne avantageuse et sémillante, amusoit la compagnie par ses railleries piquantes, ne ménageant pas même le bon vieux ministre, lorsqu'il s'agissoit de faire briller son esprit. Tout s'y transigeoit ouvertement (et ce fut un malheur); et Hardenberg ce soir-là, donnant essor à ses sentiments comprimés, s'ouvrit de la manière suivante:

„Nai-je pas prédit tout ce qui est arrivé, lorsque j'ai couclu la paix de Basle? Nous avons laissé échaper tous-

les moments favorables pour attaquer la France par une offensive vigoureuse; nous avons même détruit le système d'une sage défensive, en consentant à ce que les François s'emparassent des états de Hannovre. A présent nous voyons, mais trop tard, comment Napoléon sait profiter de notre faiblesse.

Voilà l'effet de l'esprit d'innovation et de réforme, de l'irrésolution du roi, de l'arrogance de son Cabinet et du relâchement de nos généraux. Que prétend-il ce Napoléon, si ce n'est l'anéantissement de la constitution germanique, le blocus de tous les ports de la mer du Nord et de la Baltique, l'abolition de la noblesse, en un mot, l'empire universel, depuis le Tage jusqu'au Borysthene?

Les Souverains de la Hesse, du Brunswick, de la Saxe le voient bien, mais rien n'est capable de les réveiller

de la léthargie où ils sont plongés. Mais, patience, je vais les réveiller en sursaut, je vais les allarmer, les fraper d'une terreur salutaire.

Demain j'irai auprès du roi et je lui dirai:

„Que, s'il ne se hâte de déclarer la guerre à la France, et de demander raison de cette violation insolente de la neutralité, tout est compromis, que le monarque Prussien perdra l'estime de tous les autres Souverains, et sera réduit à une nullité absolue."

„Je tiens, qu'il ne sauroit y avoir un moment plus favorable, que celui où nous sommes. Il est vrai, qu'une grande partie de nos troupes se sont avancées vers la frontiere de la Russie; mais nous disposons encore des inspections (divisions militaires), de la Westphalie, de Magdebourg, de Baireuth, de Potsdam, nous pourrons joindre la

premiere aux Hessois et les envoyer en Hollande, les autres, réunies aux Saxons, pourront tenir en échec le flanc gauche des François; les régiments qui sont en marche pour la Vistule, nous les ferons passer par la Moravie et la Bohème pour secourir les Autrichiens, tandis que, pour la défense de l'intérieur, nous ferons une levée générale de 80 mille hommes de milices, déjà enrôlés."

Cependant un des convives fit l'objection que voici:

„Les Koekeritz, les Lombard, les Beyme consentiront-ils jamais à ce que le roi prenne des mesures sérieuses contre la France?"

Hardenberg. Vous avez bien raison, Monsieur, et vous ne sauriez croire, combien d'obstacles un ministre du département étranger trouve à surmonter en notre Prusse. Ce Koekeritz est un excellent homme, mais il n'est pas fait

pour être Aide de Camp général du roi. Quand le roi irrésolu demande conseil à ce mentor, celui-ci est beaucoup plus indécis et embarrassé, que son maître. Koekeritz n'est que le canal, moyennant lequel tous les conseils, sans distinction, bons et mauvais, sont communiqués au monarque. Lombard (ce jeune vieillard) craint de voir la Prusse engagée dans une guerre comme il redoute la mort; car il prévoit alors des conférences fréquentes qui feront diversion à ses parties de Whist. Beyme, bon jurisconsulte, mais rien de plus, est dépaysé et désorienté du moment qu'il ne peut plus recourir au Droit provincial universel, et il abhorre une guerre, qui pourroit interrompre son influence sur les affaires intérieures.“

„Mais répliqua G., le Maréchal Duroc, n'auroit-il pas eu raison, en denonçant le

despotisme funeste dont l'Angleterre écrase le commerce, et ses suites désastreuses pour la Prusse, pour l'Allemagne et pour tout le Continent?"

Hardenberg (avec fèu). Je le sais bien, mon cher G., vous êtes de la nouvelle secte; vous êtes Bulovien dans l'ame, et, comme votre maître, vous vous créez un Napoléon et une nation françoise à votre fantaisie, vous tracez à votre héros la route qu'il n'a qu'à suivre, pour établir une monarchie universelle, dans laquelle, dites-vous, il n'y aura point de guerre, point d'armée, mais seulement une maréchaussée, et des soldats de police, point de noblesse, point de privilèges, point d'exemption de la loi; point de distinction et de faveur personnelles. Toutes ces phrases sonores sont excellentes en théorie, j'y trouve même quelque vérité; mais c'est un idéal pur, dont Napoléon

ne se doute pas. Voulez-vous que je vous communique mes vues, résultat d'une longue pratique?"

„La révolution, qui en France a renversé toutes les anciennes habitudes, bonnes et mauvaises, a fait sortir du conflit terrible de forces opposées, plusieurs génies supérieurs, parmi lesquels Napoléon brille comme un astre du premier rang. On ne peut pas dire que par le seul ascendant de son esprit il ait terminé la révolution. Non! Je soutiens moi, que, quelques années plutôt, il auroit péri dans la tentative d'en arrêter le cours impétueux. Non! La révolution étoit terminée par elle-même, son effort étoit expiré; elle étoit en aversion, en exécration même à tout le peuple françois. Napoléon a le mérite incontestable, d'avoir profité pour lui-même du moment favorable, d'avoir fait le premier pas, auquel il a fait succéder

les autres, jusqu'a l'établissement de la dignité impériale, avec une prudence admirable, et avec une énergie et une conséquence peu communes."

„La France étoit tranquillisée, pacifiée, Napoléon étoit empereur, mais ce but rempli ne suffisoit pas à l'activité inquiéte de son génie turbulent. Conquérir l'Allemagne et l'Italie, étendre l'ascendant de la France sur tout le continent, investir ses frères et ses parents de couronnes ravies, distribuer à ses généraux, instruments de ses victoires, de grandes récompenses, des titres brillants, des dignités sublimes, tenir ses soldats dans une activité actinuelle, voilà précisément le plan de Napoléon; et comme il ne reste, après tout, que l'Angleterre, qui s'oppose avec une certaine vigueur à ce plan ambitieux, je suis attaché à cette puissance d'autant plus fortement, que j'aime la liberté de l'Al-

lemagne et la gloire de la Prusse, et que je ne voudrois pour aucun prix les voir sacrifiées à la prépondérance de la France." —

Quoique cet homme eût la tête pétrie de fausses idées, il étoit cependant libéral, affable, et humain envers tous ses subalternes et ses confidents, il souffroit la contradiction, et il se plaisoit à entendre la vérité, dût-elle le blesser.

Le lendemain Hardenberg se présenta devant le roi; il y eût une grande conférence politique; mais, juste ciel! quelle diversité, quel choc d'opinions? P. e. Moellendorf avoit secoué la tête et haussé les epaules lorsqu'on mit la déclaration de la guerre sur le tapis. Koekeritz, endoctriné par Lombard, avoit opiné que le passage des troupes françoises par un territoire neutre ne valoit pas les chances d'une

guerre. Rüchel avoit donné sa parole d'honneur, en faisant mille sermens et autant d'imprécations, qu'il battroit les François lui, par-tout ou il les trouveroit; un nommé Massenbach avoit prouvé, dans un discours bien étudié, par les principes de la stratégie, que, cernés comme nous étions par les forces de la France, nous serions infailliblement battus. D'autres voterent pour la guerre. Hardenberg, les ayant laissé finir tous, prit enfin la parole et dévelopa avec uue éloquence ardente, les principes sur lesquels rouloient la gloire et la sûreté de la Prusse, l'une et l'autre plus exposées, selon lui, plus compromises que jamais.

„Votre Majesté,“ dit il, „n'a-t-elle pas 240 mille hommes sous les armes; est-ce envain qu'ils ont été exercés pendant 60 ans, payés, habillés, entretenus? Manquons-nous peut-être d'ar-

mes, de munitions, de provisions? La Prusse ne compte-t-elle pas dix millions d'habitants, dont la vingtieme partie est en état de porter les armes; et nous, les Prussiens tant vantés, oubliant notre gloire passée, nous souffririons les dédains, les insultes, les outrages d'un peuple, qui jadis prit honteusement la fuite devant notre valeur, dans les champs à jamais célebres de Rofsbach. Tout le Continent, encore libre, est sous les armes contre cette France, insatiable de conquêtes; les forces redoutables de la Russie sont prêtes à nous garantir ou à nous secourir; nous sommes outragés, insultés de la manière la plus sensible, et comment ne brulerions-nous pas d'envie de tirer vengeance de cet affront?"

„Je sais que j'ai l'honneur de parler au successeur du Grand Frédéric, j'apperçois avec transport, je lis avec ex-

tase dans les regards indignés de V. M. l'assûrance que le moment est venu où ce peuple insolent éprouvera les effets de la valeur prussienne."

Le roi se leva de dessus son siège, on attendit avec impatience sa résolution; mais — il se retira sans dire un mot, et la conférence fut terminée, mais elle ne fut pas la dernière.

Le lendemain les troupes rassemblées en Pologne reçurent ordre de retrograder, et Hardenberg fut chargé — de négocier. —

Les conférences politiques ne finissoient plus; elles rouloient toutes sur l'intérêt de l'état, sur la nécessité de faire la guerre ou de conserver la paix etc. Ces délibérations vaines firent perdre un tems précieux, et, en attendant, Mack fut pris à Ulm avec toute son

armée, et les Russes se retirerent dans l'intérieur de l'Autriche. A mesure cependant que les armées françoises pénétrèrent plus avant, leur flanc gauche étoit plus exposé et plus menacé du côté de la Hesse, de la Saxe et de la Prusse. Une promte résolution de faire la guerre offensive, en attaquant la Hollande et les provinces sur le Rhin, auroit pu produire les resultats les plus heureux pour les Prussiens.

Mais il ne faloit pas y songer seulement. Quelque peine que prit Hardenberg pour attiser le feu, Koekeritz, Beyme, Massenbach, Lombard étoient encore plus promts à l'éteindre.

Convenons cependant d'une chose. Puisque après tout le dernier parti devoit triompher, n'auroit-il pas mieux valu pour le bonheur de la Prusse, qu'elle n'eût point fait de préparatifs de guerre,

de

de démonstrations hostiles, qu'elle eût éloigné Hardenberg, qu'elle se fût donné l'air d'agir de concert avec la France, qu'elle eût fait envisager même la violation du territoire neutre d'Anspach comme l'effet d'une convention tacite, qu'elle se fût livrée à l'Empereur des François, à l'exemple de la Bavière et du Wirtemberg?

Mais, quelque éloignement que Frédéric Guillaume III. montrât pour la guerre; il n'en étoit pas plus disposé à imiter le roi de Bavière. Il croyoit encore sa puissance intacte, capable de dicter les conditions d'une paix solide, si toujours la guerre devoit continuer.

C'est sous ces sinistres auspices, que la malheureuse étoile de la Prusse conduisit l'Empereur Alexandre à Berlin. Il fût reçu avec les honneurs dûs à son rang; mais les coups de canon qui an-

nonçoient son arrivée furent comme le signal de l'extinction de l'esprit et de la gloire militaires de la Prusse, semblables au son lugubre des cloches, qui retentisant pendant les funérailles, étouffe les accens de la joie, et déprime les élans de l'espérance.

Cependant les fêtes se succédoient sans interruption. Flattée de la présence du grand souverain du Nord la cour s'empressoit de lui faire voir la capitale et les maisons royales dans le plus brillant éclat.

Je pourrois citer ici quelques entretiens qui eurent lieu entre Alexandre et la Reine de Prusse, et qui, loin d'avoir pour objet une galanterie fade, rouloient sur l'affaire la plus sérieuse et du plus grand intérêt, je veux dire, l'alliance de la Prusse contre la France. Mais je passe l'éponge sur des scènes, dont les résultats sont manifestes.

Enfin la reine, jusqu'alors étrangere à toutes les transactions politiques, renforça le parti de ceux, qui votoient pour la guerre.

En faisant abstraction des motifs dont les Grands de l'empire Russe, qui influent sur la direction des affaires politiques, étoient animés, il nous reste à éclaircir les causes de cette passion violente, qui portoit Alexandre à une guerre contre la France, lui, dont les états, par leur situation même, n'avoient guères lieu de redouter les projets de conquête qu'on reprochoit aux François.

Alexandre, prince doué du caractère le plus doux et le plus humain, veut sincèrement le bien. Son coeur naturellement bon, généreux et bienfaisant, a été ouvert par la Harpe, l'ami de son enfance, à tous les sentiments de l'amour, de l'amitié, de la compassion, de l'intérêt pour l'humanité opprimée. Il

croit que les plans de Napoléon ne tendent pas à un autre but, que de conquérir l'univers, à anéantir toutes les familles de Souverains, qui ne veulent pas s'allier avec la sienne, à renverser toutes les loix, toutes les institutions, qui ont subsisté jusqu'ici dans les provinces conquises, à faire de la France, et de sa personne, le centre de tous les gouvernements de l'Europe, à introduire par tout un seul culte, savoir la religion catholique romaine. On a lieu de supposer, qu'Alexàndre aura été detrompé par l'entretien qu'il a eu avec Napoléon à Tilsit, et que les idées, que des auteurs modernes prêtent à l'Empereur des François ne sont jamais entrées dans son esprit.

Pour moi, je suis prèsque persuadé que Napoléon, en conquérant le continent de l'Europe, n'a d'autre but que de reduire l'Angleterre à faire la paix,

et je pense, que tous les états qui s'allient avec lui pour ce grand objet, n'ont rien à redouter pour leur indépendance et pour leur constitution; témoin l'Espagne, où nous voyons régner même paisiblement un prince de la famille des Bourbons, sans que Napoléon ait fait la moindre démarche pour le détrôner.

Alexandre I. partit d'un point de vue tout opposé, lorsqu'il traça au roi et à la reine de Prusse le tableau de la situation politique de l'Europe. Il frappa, il assaillit surtout l'imagination de la reine d'images effrayantes, du renversement de la monarchie prussienne, de l'extinction de la Dynastie de Hohenzollern.

Louise a l'imagination vive et exaltée; le danger lui parut imminent; Alexandre lui avoit peint le tout avec des couleurs si sombres; elle voyoit dans

ce prince, le plus aimable et le plus généreux des hommes, jaloux d'être le sauveur de l'Allemagne, en marchant sur les traces de Gustave-Adolphe, et pourvu de tous les moyens d'exécuter ce projet. Faut-il s'étonner, que la reine ait conçu autant de haine pour Napoléon, que d'estime pour Alexandre qu'elle regardoit comme le génie tutélaire de la monarchie prussienne.

Quoiqu'on dise, il est incontestable, que toute femme chérie influe sur les déterminations de son époux, fut-il le plus ferme des hommes, surtout lorsqu'elle en est aimée avec autant de passion, que Louise l'est de Frédéric Guillaume III.

La reine n'avoit qu'à charger de couleurs plus terribles le tableau, dont l'Empereur avoit tracé au roi les contours, — et le but d'Alexandre étoit rempli. Outre cela ses propositions

étoient appuyées par l'éloquence de Hardenberg, les promesses de Jackson, et les sarcasmes de Louis Ferdinand.

De l'autre côté les ennemis de la guerre (surtout le Général de Koekeritz) s'efforcerent de détourner le roi de alliance avec la Russie. L'Empereur le sçut bien, et Mr. de Koekeritz s'en ressentit.

Il eut cependant la satisfaction de remporter la victoire; la fameuse convention de Potsdam fut conclue, et la scène sentimentale sur le sombeau de Fréderic II. y mit le sceau; Frédéric Guillaume III., en vertu de cet acte, s'engagea à déclarer la guerre à l'Empereur des François, le 15 Décembre de 1805, à moins que les alliés n'eussent conclu avant cette époque la paix ou un armistice. Fort de ces promesses, Alexandre partit pour Austerlitz où il commit la grande imprudence d'engager une

action décisive avant que le terme convenu fût expiré.

Alexandre auroit dû se retirer avec son armée derrière Olmutz, et prendre une position, en s'adossant à cette forteresse, en attendant que les Prussiens fussent avancés vers le Danube, les Hessois vers le Rhin, et que les Russes, les Suèdois, et les Anglois réunis eussent pénétré en Hollande.

La bataille d'Austerlitz décida de la conservation de cette neutralité, devenue si pernicieuse à la Prusse; et le roi, déterminé par les conseils de Beyme et de Lombard, rappella le Comte de Haugwitz exilé, pour entamer avec Napoléon à Vienne des négociations relatives à cet objet.

Le résultat en est connu; le roi s'applaudit encore une fois d'avoir évité la guerre, et assûré à ses états la continuation de la paix.

Les Allemands avoient témoigné une grande envie de se mesurer avec les François; on avoit commencé même à monter ces têtes par toutes sortes de moyens, qui contrastoient fortement avec le bâton du corporal, puissant agent dans l'armée prussienne.

Lorsque la garnison de Berlin sortit de cette ville, on lui avoit assigné, pour point de réunion, la place de Frédéric-Guillaume. C'est là que les bataillons se rangèrent au milieu des monuments de la gloire prussiene; c'est là que la reine, accompagnée de tous ses enfans, vint prendre un congé touchant de la garnison; le roi, dont l'équipage l'avoit précédée, la conduisit par la porte de Potsdam et s'en sépara en criant:

„Je vous suivrai bientôt mes enfans pour combattre au milieu de vous, ou à votre tête."

Les troupes et tout le peuple, témoins de cette scène, furent touchés jusqu'aux larmes, tous s'écrièrent d'une voix unanime: „Vive le Roi! Vive la Reine! la victoire ou la mort!"

L'essai d'entrâiner la Prusse dans une guerre contre la France, éludé par les négociations de Haugwitz et la convention de Vienne qui en fut le résultat, avoit été réduit à un simple tour de promenade que l'armée prussienne fit des bords de la Vistule jusqu'à ceux de la Saale, d'où elle retourna à ses garnisons ordinaires.

Cette armée, conduite par des officiers fanfarons et présomptueux, munie et surchargée même de provisions, d'ustensiles de commodité etc. semblable à une flotte destinée à faire le tour du monde, avoit été ramenée en grande

partie, à l'aide de voituriers Saxons, dans la chere patrie; c'est là que les Lieutenants etc. racontoient à leurs maîtresses les exploits, qui avoient signalé leur marche, et leur montroient les danses qu'ils avoient apportées pour les bals de l'hyver prochain.

En même tems on vit paroître a Berlin le général Ruchel, et le prince Louis-Ferdinand, le premier pour dire au roi des impertinences, le second pour le mortifier par des sarcasmes cuisants, tandis que les Gensd'armes s'efforçoient de donner un exemple éclatant de pétulance et d'insolence militaires, et achevoient de prouver:

„Que la Prusse n'étoit pas gouvernée par le militaire, mais qu'elle en étoit maîtrisée."

Jamais on n'a imposé plus au public qu'on ne l'a fait sur le compte du prince Louis Ferdinand; on est allé jusqu'à lui faire accroire que ce prince étoit un grand génie, et un homme très-vertueux, — mais le vrai est, qu'il n'étoit ni l'un ni l'autre.

Il montrait à la verité, dans sa jeunesse, plus de talents que les autres princes du sang royal, mais il développa en même tems un penchant funeste pour le libertinage. Il aimoit la musique, mais bien moins que les femmes et le vin. Il possedoit ce courage et cette intrépidité qui tiennent du physique, mais il n'avoit pas l'héroïsme, qui a son principe dans la raison. Lors du siège de Mayence le général de Kalkreuth, qui commandoit le corps assiégeant, se vit obligé de défendre rigoureusement aux postes avancés, de harceler jamais les avant-corps des François, sans son

ordre exprès, jamais par ordre d'un autre officier, fût-il prince du sang. Cette défense fût occasionnée par les escarmouches inutiles, dont le prince Louis-Ferdinand s'amusoit journellement.

Faire des dettes, prodiguer son revenu sans rime et sans raison, suborner des filles, séduire des femmes, passer des nuits entières à jouer et à boire avec une clique de débauchés, affihcer le ton et les manières d'un libertin *), voilà le genre de vie, et l'amusement de sa premiere jeunesse. Dans un âge plus avancé il se piquoit de tourner en ridicule et de persifler tout ce qui partoit du roi et du gouvernement. Je ne disconviens pas qu'il n'ait donné de tems en tems quelques preuves de jugement et de

*) Souvent il reçevoit des visites en chemises sans culottes et sans bas.

bonhommie, mais je soutiens, que ses bonnes qualités ne l'emportoient pas sur ses vices. Si, en face du roi, il avoit évité l'apparence de l'immoralité, et qu'il se fût tenu dans les bornes de la décence et de la sobriété, il seroit parvenu sans doute à gagner la confiance du monarque, qu'il avoit perdue par ses déréglements, et c'est alors qu'il auroit qu se rendre utile à la patrie. Mais, livré sans retenue à ses penchants déréglés, il lui a fait beaucoup de mal, et peut-être la témérité, qui causa sa mort, a-t-elle plus contribué au malheureux succès de la bataille de Jena, que les mauvaises dispositions des généraux.

Le tour de promenade, ou les marches et contremarches paisibles, des Prussiens en 1805, fournirent au prince Louis une ample matiere de railleries et de sarcasmes, dont la causticité irri-

ta jusqu'a la rage le militaire déjà mécontent.

Peu après la défaite d'Austerlitz, l'aimable Alexandre I. envoya à Berlin son frere le Grand-duc Constantin. Quelques personnes crurent que sa mission avoit une tendance politique; d'autres penserent qu'elle n'avoit d'autre objet que de choquer le public par le contraste qu'il appercevroit entre les deux freres.

Constantin parut n'être venu à Berlin, que pour fréquenter les temples de la volupté, pour se lier avec des danseuses d'Opéra, et pour étudier la coupe de l'uniforme prussien. La garnison de la capitale le révéroit comme le créateur des panaches monstrueux, et des grands pantalons à la houlan.

Constantin fit un contrât aves Mlle. Schoulz, fameuse actrice de l'Opéra,

à l'effet de s'en assûrer la possession exclusive pendant son séjour à Berlin. Cette fille, qui à un beau corps ne joint pas trop d'esprit, étoit entretenue par le fils d'un négociant Juif, Moïse Levi; qui s'étant fait baptiser avoit pris le nom romantique de Delmar.

Elle n'étoit pas disposée à sacrifier ce Delmar, qui lui étoit cher à bien des égards. Le jeune homme étoit riche, beau et le plus fidèle de ses amants.

Elle savoit que le prince étoit engagé à un bal de Cour; ainsi, se croyant à l'abri de toute surprise, elle se livra pour cette nuit aux embrassements de son ancien amant. Cependant un espion, apposté par le prince, se hâta de l'instruire des infidélités de sa maîtresse. Constantin quitte le bal brusquement, et après avoir ceint son épée, il vole, avec un de ses affidés,

à

à la maison de son amante; ayant enfoncé alors les portes de son appartement, il trouve la belle dans les bras de Delmar.

On sait, que le baptême ne guérit pas les Juifs de cette poltronnerie, qui les fait trembler à la vue d'une épée nue. Delmar, en chemise, se jette aux pieds du prince et demande sa vie; un coup de pied gracieux le lance hors de la chambre; mais la maîtresse infidèle est couchée sur le ventre, l'affidé de Constantin découvre ses belles fesses, et le Grand-Duç de toutes les Russies daigne lui compter, de sa propre main, vingt coups de plat d'épée si bien appliqués, que la pauvre fille fut obligée de garder le lit pendant quinze jours.

Peu après son Altesse Imperiale prit du goût pour la seconde danseuse, Mlle Hentschel, et lui fit signifier qu'il l'honoreroit d'une visite dans la soirée.

La nouelle distinguée ne pouvant décliner la visite, invite chez elle sa famille et deux de ses amis, et entourée de ce cercle elle attend le Grand-Duc.

Il paroît; mais il entre en fureur en voyant qne Mlle. Hentschel n'est pas seule, il tire le sabre, il met en pièces les lustres et les meubles; la société prend la fuite, il se précipite après les fuyards, mais, heureusement pour le dernier d'entr'eux, le coup qu'il lui avoit destiné, frape un des piliers de l'escalier.

Un jour le Grand-Duc epris des culottes de peau qu'il voit à un jeune officier, s'informe de la demeure de l'habile gantier, qui les a faites, et lui envoie dire à minuit, qu'il lui fasse une paire de culottes de la même façon, pour la parade du lendemain. —

Ce n'est pas sans peine que le gantier, fier de son talent, est reveillé d'un profond sommeil et attiré à la fenêtre où les domestiques du Grand-Duc lui intiment l'ordre de leur maître. Le gantier répond, qu'il lui est impossible de satisfaire la demande du prince jusqu'au lendemain, que d'ailleurs il ne se soucie pas de sa pratique.

Les domestiques étonnés de son insolence rapportent ce refus à leur maître.

Des malédictions, des imprécations, des coups, des menaces furent la réponse du fougueux Russe. Enfin, transporté de fureur, il rappelle tous ses domestiques et leur ordonne de se mettre incessamment en chemin, pour casser les vitres et les portes à ce gredin de bourgeois et le traîner par les cheveux aux pieds de Son Altesse.

Les esclaves Russes obéissent; cependant, essayant encore une fois les voies de douceur, il réveillent le dormeur, et l'instruisent de leur commission. Le pauvre gantier, transi de frayeur, enfile ses habits, et se presse de gagner la rue, pour sauver, s'il est possible, sa porte et ses fenêtres.

Enfin les valets du prince le prient de se rendre sans retard auprès de leur maître, et de lui assûrer qu'on vient de briser ses fenêtres et ses portes, qu'il est prêt à faire la culotte, mais qu'il supplie S. A. de le dedommager de sa perte.

Le gantier se rend à cet avis; Constantin plein de joie, sautille par la chambre, comble ses gens d'éloges et de présents, et après avoir reçu à point nommé la culotte merveilleuse, il paise sans difficulté le compte des prétendues vitres cassées.

La cour et la ville, tout excédées des rudesses du prince Moscovite, se réjouirent infiniment de son départ, qui termina les bruyantes éruptions de sa fougue.

Madame Bernard et ses filles, malgré les présents dont le prince les avoit enrichies; ne furent pas moins contentes de le voir partir, car les meurtrissures, dont elle conservoient les traces empreintes sur leurs corps attestoient la fougue impétueuse des caresses Russes.

Les chevaux mêmes des écuries royales se trouvoient bien de n'avoir plus à porter ce prince barbare; puisqu'il y en avoit peu, qui n'eussent les jambes estropiées ou ne fussent éreintés.

Après la convention, négociée par Haugwitz, le roi et sa cour se livrerent

à l'insouciance et à la sécurité accoutumées.

Quoique les François n'eussent pas encore repassé le Rhin, on éloigna de la Basse-Saxe les Russes, les Anglois, les Suèdois; les Prussiens furent remis sur le pied de paix et le Cabinet, (Hardenberg seul excepté), s'applaudit d'avoir détourné de la patrie le fléau de la guerre.

Tout à coup Lucchesini parut à la cour, et y rapporta le traité de paix, dicté par l'empereur Napoléon, et en vertu duquel le roi de Prusse fut obligé à céder les pays d'Anspach et de Clêves, (deux provinces entierement dévouées à sa maison), contre les états de Hannovre, pays où lui et ses serviteurs étoient en exécration. Ce ne fut pas sans une extrême difficulté, qu'on put déterminer le roi à ratifier cet acte.

Le désir de conserver la paix aux autres provinces, et l'espérance de s'arranger avec l'Angleterre sur l'acquisition injuste de l'Electorat de Hannovre le décidèrent enfin pour cette ratification, qui lui mit l'Angleterre et la Suède sur les bras, qui porta des coups mortels au commerce de ses états, en même tems qu'elle le dégrada aux yeux de toute l'Europe.

Après tant de fausses démarches il convenoit peut-être au roi, avant de conclurre la paix, de se ménager une entrevue avec Napoléon, dont le résultat eût été une alliance offensive et défensive avec la France. Il faloit se livrer de bon coeur et sans réserve à la discrétion de l'empereur, pour échaper à la nécessité d'y être forcé par la guerre.

Mais le moyen d'y penser seulement dans des conjonctures, où des factions

politiques se disputoient avec acharnement et avec fureur sur l'intérêt de la Prusse, ou pour mieux dire, sur le leur?

Le préjuge de la grandeur militaire de la Prusse avoit encore sur les esprits un ascendant trop funeste. Il faloit une suite de tristes expériences pour convaincre Frédéric Guillaume III. que cette grandeur n'étoit qu'un fantôme. L'historien futur, envoyant tant de méprises et de mesures vicieuses, balancera, à quelle cause il doit les attribuer, si c'est à l'irrésolution de roi, ou à la stupidité du ministère, ou à l'immoralité des généraux, ou à l'imperfection d'un système militaire vieilli.

Parmi les généraux, qui prédominoient dans le conseil de guerre, on distingue:

Le duc de Brunswick, vieillard usé, qui avoit survécu à sa gloire et à lui

même en 1792, et qui, affoibli par l'âge, se trouvoit encore aux pieds d'une maîtresse, Madame Duquesnoi, Françoise de nation.

Le Feldmaréchal de Moellendorf, âgé de 82 ans, vieux bon homme, qui consentoit à tout ce qui paroissoit garantir la paix.

Le Prince de Hohenlohe enfin dont il nous reste encore à tracer le portrait.

Ce Seigneur, embarassé dans ses finances, délaissé par sa femme, qui s'étoit livrée sous ses yeux aux débordements les plus scandaleux, se trouvoit alors entre les mains du conseiller de guerre Triebenfeld, que nous avons dépcint au commencement de ces mémoires, de quelques avocats, juifs, courtiers etc.

Triebenfeld passa la plus grande partie des années 1805—1806 à Berlin

pour y veiller aux intérêts du prince, et pour servir le parti Russe.

Cet homme, haï du public, est possédé de la fureur d'être lié avec de grands Seigneurs, fût-ce aux dépens de son propre intérêt. Les liaisons qu'il avoit eues sous le regne précédent s'étoient dissoutes. Le ministre, comte de Hoym, l'avoit abandonné; le général de Koekeritz, sans le repousser entièrement, le connoissoit trop bien, et le voyoit trop éloigné de cette loyauté, qui faisoit le fonds de son propre caractère, pour se lier avec lui. Mr de Massow, quoique Maréchal de la cour, y étoit sans influence. Beyme, conseiller du cabinet, se tenoit en garde contre Triebenfeld, et toutes les peines que celui-ci se donnoit pour en approcher furent inutiles. Il ne lui restoit donc que le prince de Hohenlohe, qui lui ménageât quelques rela-

tions avec la cour, mais le crédit de ce prince y souffrit par sa liaison avec cet homme dont le caractère étoit généralement connu. On savoit, qu'il se servoit de cet agent pour exécutèr ses projets, qui n'avoient d'autre but, que d'augmenter ses revenus aux dépens du roi, et d'éteindre ses dettes. Aussi ces projets étoient toujours éludés par la vigilance de Beyme.

Le premier plan de ce genre fut l'échange, qu'il proposa au roi, et par lequel il comptoit s'approprier le beau bailliage de Crotoczyn, sur la frontière de la Silésie, en restituant au roi les terres dans la Prusse méridionale, reçues en donations.

Le second plan étoit plus compliqué. Le voici: Le Prince avoit reçu de Fréderic Guillaume II. dans la Prusse méridionale, des terres de la valeur

de 800,000 écus à peu près. Il avoit l'idée de les démembrer, et de les donner à ses paysans à titre de bail héréditaire (emphytéotique); il en sollicita l'approbation royale, qu'il sut obtenir. Le cens héréditaire fondé sur ces possessions représentoit un capital égal à peu près à celui que je viens d'indiquer, et c'est ce capital que Hohenlohe voulut céder au roi pour des billets du trésor.

Le ministre Stein rejetta cette proposition, parce qu'il prévoyoit que le Prince présenteroit vraysemblablement les billets du trésor, aussitôt que reçus, à la Banque, pour être réalisés.

Sur ces entrefaites la guerre éclata (en 1805); le prince de Hohenlohe passoit à Berlin pour un grand général, et Mr. de Triebenfeld intrigua beaucoup, pour procurer à son protecteur le com-

mandement en chef, en quoi il ne réussit qu'à demi.

Le P. de Hohenlohe est au fait de l'art des manoeuvres; mais il est étranger à la Stratégie, et à la science des marches combinées etc. Rempli d'ardeur et de bravoure, il ne manque pas non plus d'énergie pour tenir ses subalternes dans le devoir. Il avoit en l'outre appris à connoître et à respecter l'armée françoise; mais il est dénué de génie et de vues justes sur les progrès que l'art de la guerre a faits de nos jours. D'ailleurs il a un défaut physique très-préjudiciable à un général, je veux dire la vue très-basse. Frédéric le Grand en auroit fait peut-être un bon général en sous-ordre, — mais certes, il ne l'auroit pas chargé de dresser des plans d'opération.

Quant à son charactère personnel, il est orgueilleux, entêté de préjugés pour

la noblesse, crédule, prodigue ou plutôt dissipateur, par le désordre qui règne dans son ménage, enfin chasseur et amateur passionné de chevaux. — Le duc de Brunswick le haïssoit parce qu'il en étoit jaloux.

C'est sous ces conjonctures que l'année désastreuse de 1806 atteignit la Prusse de son aile fatale, année funeste, qui à conduit Frédéric Guillaume au bord de l'abîme, où l'état prussien, et tous les partis qui s'en disputoient le gouvernement, ont été engloutis.

Frédéric Guillaume III. avoit persisté à croire, que l'empereur des François avoit un grand respect pour la puissance militaire et pour les forces intérieures de la Prusse, il se berçoit de l'espérance, que le sentiment de gratitude l'emporteroit en lui sur l'intérêt de

de la France, enfin qu'il ménageroit une puissance, qui la premiere l'avoit reconnu empereur, qui avoit garde toujours une exacte neutralité, et qui, depuis 70 ans, avoit été spectatrice tranquille des accroissements progressifs de la domination françoise.

Le passage des troupes françoises par le territoire d'Anspach, l'échange forcé de cette province contre le pays de Hannovre, le ton catégorique que Napoléon avoit pris envers la Prusse depuis la paix de Presbourg, détrompèrent le roi, provoquèrent son ressentiment et le pousserent à la défense de son trône.

Sans songer à l'isolement où la Prusse se voyoit réduite, en entreprenant la guerre contre la France, à une époque, où les forces de la Russie étoient éloignées, l'Autriche intimidée et paralysée, l'Angleterre et la Suède aliénées de la

Prusse, armées contr'elle, la Saxe et la Hesse effrayées et tremblantes devant le colosse de la puissance françoise; Frédéric Guillaume se livroit aveuglément à la croyance, que Napoléon vouloit subjuguer la Prusse, dont les provinces seroient envahies incessamment, si elle n'opposoit toutes ses forces à ce plan de déstruction. Croyant tout perdu il résolut d'agir en désesperé et de jouer de son reste.

Mais, pour être parfaitement informé des plans de Napoléon, Lucchesini fit à Paris cause commune avec les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie; et les négociations entamées par ces ministres, tout comme la paix conclue par Oubril, ne devoient servir qu'à déciller les yeux du roi de Prusse.

En conséquence Lucchesini avertit le roi de Prusse, que Napoléon vouloit faire

faire la paix à ses dépens, en restituant à l'Angleterre les Etats de Hannovre.

Cet avis décida le roi, et la guerre fut résolue. Du moment qu'elle le fut, et que les ordres pour faire marcher les troupes furent expédiés, tous les efforts pour ébranler la fermeté du roi devinrent inutiles.

On fit cependant plusieurs tentatives de ce genre. Koekeritz et quelques autres oserent même prognostiquer au roi la ruine de l'état; mais son ame étoit dans une trop violente agitation, et il répondit à toutes les objections d'une manière qui faisoit voir, jusqu'à quel point il étoit irrité.

„Je ne saurois pas être tranquille plus longtems," dit-il, „je suis mortifié au fond de mon coeur; s'il faut que je succombe, je succomberai avec honneur, et, quand une fois j'aurai tiré l'épée je

ne la remettrai, que je n'aie tout perdu ou tout conservé."

Sans doute la majorité de la cour et de la nation applaudissoit à cette résolution energique; c'est qu'on se formoit de l'armée et des forces de l'état une idée, que l'expérience n'a que trop cruellement démentie.

On a accusé la reine d'avoir provoqué la guerre; il est vrai, comme nous l'avons déjà remarqué, que, depuis la présence de l'empereur de Russie, elle avoit fortement allarmé le roi sur le danger qui menaçoit sa personne, son trône et sa maison; mais toutes ces rémontrances n'auroient pas fixé l'irrésolution du roi, son époux, sans les circonstances pressantes qu'on vient d'indiquer.

Louise jouera un rôle marquant dans l'histoire de nos jours mémorables.

Voilà ce qu'on pourra dire à son honneur:

Tandis que les autres femmes de son rang tremblent et fremissent à la vue du moindre danger, Louise ne fut effrayée que de celui, de voir sa maison s'écrouler, sa patrie périr, la gloire prussienne s'éteindre; elle n'attendrit pas son mari par des gémissements et de plaintes; mais elle l'encouragea à défendre vaillamment l'honneur et l'intégrité de la Prusse. Elle fit plus; elle accompagna le roi, son époux, à l'armée, elle y enflamma tous les coeurs par sa présence, et ne s'éloigna, que lorsque le son des trompettes eut annonçé le commencement de l'action.

Parmi les personnes qui tenoient le gouvernail de l'état, le Comte de Haugwitz a joué un des rôles les plus distin-

gués, il importe donc d'en tracer, en peu de mots, le caractère.

C'étoit un malheur pour la Prusse, que Hardenberg, qui ne manquoit pas des talents d'un bon diplomate, eût dû adopter le faux sxstème, c. a. d. celui des Anglois, qui en 1805, époque où Hardenberg dirigea les affaires, ne convenoit absolument pas à la situation politique de la Prusse; et que Haugwitz au contraire, qui dirigeoit les affaires depuis 1797 jusqu'en 1805, quoiqu'il ne possédât aucune des qualites d'un habite diplomate, eût pris parti pour la France, moins dans des vues générales de l'homme de l'état, que par des considérations personnelles.

Ce fut lui qui conclut la paix en 1805, c. a. d. à une époque où il étoit tems encore de déclarer la guerre, et qui conseilla la guerre en 1806, dans un

tems, où il étoit de l'intérêt de son pays de conserver la paix.

Haugwitz, grand propriétaire de terres en Silésie, a porté en tout tems l'habit qu'il croyoit le plus approprié aux circonstances.

Dans sa jeunesse il joua le Roman avec sa femme; les deux époux voulurent faire revivre la tendresse des bergers de l'Arcadie, et ils firent un voyage dans les Alpes de Suisse, où ils s'amusoient à cueillir des fleurs, à herboriser, à voir paître des troupeaux et à contempler la lune.

Mais enfin ne trouvant plus d'appas à sa femme, Haugwitz se jetta dans le grand monde, et comme le Piétisme étoit à l'ordre du jour l'alors à la cour de Frédéric Guillaume II, il se fit Morave ou Herrnhuthien, il adora la croix du sauveur. Il fut en même tems un des sectateurs les plus zélés

de Schroepfer *) et de l'ordre des Rosecroix.

Cette momerie cessa dès la mort du roi, et Haugwitz fut le premier à abandonner la route de la bigoterie. Il sonda les intentions de Frédéric Guill. III. et, les ayant trouvées pacifiques, il devint le Prince de la Paix de la Prusse.

En 1806 enfin, voyant la guerre inévitable, ce fut lui qui fortifia le roi dans la plus désastreuse des résolutions. Mais pour prouver la duplicité de son caractère, il faut mettre encore un personnage sur la scène. C'est le Juif Ephraim. — Fils du fameux banquier, qui dans la guerre de sept se rendit utile par la spéculation sur la monnoie, ce jeune homme étoit entêté dès son enfance du projet de jouer un rôle dans

*) Fameux Charlatan Saxon qui se fit passer pour magicien.

la diplomatie. Il sacrifia à ce rêve sa fortune et il y exposa jusqu'à sa vie. Peu s'en falut qu'il ne fût guillotiné à Paris pendant la révolution, où le Cabinet prussien l'employa à la diplomatie, autant qu'un Juif peut être employé. Echapé à la hache du bourreau, il acquit par ses services — le titre de conseiller privé de Sa Majesté Prussienne.

Depuis quelques années il faisoit le messager des envoyés étrangers à Berlin, et il leur raportoit les nouvelles, ou pour mieux dire les mensonges, qu'on lui avoit endossés.

Il avoit surtout la manie de se faufiler avec les membres et les conseillers du Cabinet, et il étoit infatigable à présenter au ministère des finances des projets qu'on mettoit dessous le bureau.

Il avoit cependant trouvé accès auprès du Comte de Haugwitz, et il ne

se passoit pas un jour, où il ne lui rendit ses devoirs dans son Cabinet.

Peu après la résolution prise par le Cabinet prussien d'entreprendre la campagne de 1806, cet Ephraim se trouvant tête à tête avec le Comte de H., il s'engagea entr'eux la conversation que voici:

Le Comte de H. Bon jour, mon cher conseiller! Que dit-on de nouveau?

Ephraim. Que voulez-vous qu'on dise? Peu de bien; voilà la guerre résolue, qui va finir mal. Je ne comprends pas par quelles raisons V. E. a changé si vîte de principes.

H. Voilà ce que c'est. Le public ne devine jamais les motifs qui nous déterminent, nous autres hommes d'état, à agir de telle ou telle maniere, et alors il raisonne à vue de pays — comme l'on dit.

E. Ah! ne croyez pas cela, Monsieur le Comte; le Public sait bien, au moins, pourquoi V. E. a changé rapidement de système.

H. Seroit-il possible? Et que savez-vous donc, si j'ose vous demander?

E. Que V. E. ne prenne pas en mauvaise part ce que je vais lui dire. Le public et moi nous raisonnons ainsi: Si le Comte de H. a conclu la paix en 1805, où tout le Continent étoit armé, comment peut-il s'aviser de commencer la guerre aujourd'hui où tout le Continent est pacifié.

Voici la reponse d'Ephraim:

Le Comte de H. sait bien, que cette guerre aura des suites funestes; le roi perdra la premiere bataille; alors le Comte de H. sera chargé de négocier la paix, et Napoléon insistera sur ce qu'on confie à cet habile politique le gouver-

nail de l'état, le roi y souscrira, bon gré, mal gré, et V. E. sera premier ministre.

H. (qui s'emporte) Je me moque du public. (Il se sert d'une expression vulgaire, indécente.)

E. N'importe; par ce moyen le public apprendra enfin à quoi s'en tenir, par rapport aux actes qui émanent de V. E.

Peu après Mons. Ephraim fut enfermé, par ordre du ministre Haugwitz dans la prison de la conciergerie, d'où il fut élargi incessament par les François.

Il étoit indécis à qui auroit le Commandement en chef. Les compétiteurs furent:

Le Duc de Brunswick, âgé de 72 ans; le Feldmaréchal de Moellendorf, âgé de 82 ans; le Pr. de Hohenlohe,

sexagénaire; Kalkreuth, septuagénaire; Ruchel, âgé de 52 ans et le Prince Louis âgé de 39 ans.

Si l'on s'en tenoit à l'ancienneté le commandement devoit écheoir au duc, si l'on s'en rapportoit ou la réputation de l'expérience, c'étoit encore le Duc qui l'emportoit; car Moellendorf étoit trop vieux, — Kalkreuth ne donnoit aucun sujet de le préferer au Duc, Ruchel, quoiqu'estimé du roi, lui parut trop arrogant et trop présomtueux, et Louis n'avoit jamais sçu gagner sa confiance. Malheureusement pour sa Prusse, le roi se defioit trop de lui-même, Hohenlohe lui avoit donné trop de preuves d'égoïsme et de cupidité, il étoit donc naturel que le commandement passât entre les mains du Duc de Brunswick.

L'armée avoit trois Quartier-mestres-généraux: Pfuhl, Massenbach et

Scharrenhorst. Le roi s'étoit réservé le premier, Scharrenhorst dirigeoit le Quartier-général du Duc, et Massenbach celui du Prince de Hohenlohe; tous les trois étoient des hommes habiles; mais Massenbach excelloit peut-être plus dans la théorie de l'art militaire, que dans l'application.

Il est indubitable, que tous les trois étoient d'accord sur le point essentiel, savoir la nécessité d'une promte offensive; mais chacun prétendoit n'arriver à ce but que par la route, qu'il s'étoit tracée.

Le roi, tel qu'il étoit, auroit dû se charger du commandement suprême, Moellendorf, ainsi que le Duc de Brunswick auroient dû rester au coin de leur feu. — Cela auroit mieux valu sans contredit et voilà pourquoi:

1) Le roi par sa destination même étoit le centre d'où devoit partir toute action.

2) L'état, qu'il avoit à défendre, l'intéressoit plus que personne: il devoit périr avec lui, il n'en étoit pas de même des autres.

3) Le roi est un homme doué d'un sang froid et d'un stoïcisme comme il y en a peu; c'est ce qu'il a assez prouvé.

4) Il étoit, depuis longtems, au fait de l'art des manoeuvres et de la conduite à tenir en face de l'ennemi.

5) Jeune et vigoureux il étoit homme à supporter toutes les fatigues de la guerre.

6) Il possède une fermeté inébranlable à exécuter ce qui lui a paru juste et nécessaire.

7) Phul, genie productif, fécond en idées heureuses, étoit capable de proposer au roi le meilleur plan d'operation, que celui-ci auroit infailliblement exécuté.

Il est sûr que, dans ces circonstances les choses seroient allées bien mieux, qu'elles ne sont allées. Le destin en avoit décidé autrement et la Prusse fut anéantie.

Voyons a présent quels furent les principes de sa décadence et de sa ruine.

1) Dès-le moment, où le gouvernement de la France se trouva dans les mains fermes de Napoléon, notamment depuis la bataille de Marengo, la Prusse étoit dépendante de la France; elle se le dissimula; elle ne put se résoudre à se livrer entièrement à cette puissance, à lier sa destinée à celle de la France.

2) La Prusse laissa échaper en 1805 le seul moment favorable pour recouvrer son indépendance; et en 1806 elle compromit toute son existence, elle hazarda tout, en concentrant ses forces militaires entre la Saale et la Werre, sans avoir ni attendu l'arrivée de ses alliés, ni assûré sa retraite en fortifiant les points, que la nature et l'art avoient destinés à sa défense. Tandis que les forces militaires de la France opposoient à la Prusse une face immense, la derniere rétrécit, concentra les siennes bien au-delà de ce qui étoit nécessaire.

3) Resolue de risquer les hazards de la guerre, la Prusse, par une inconséquence inconcevable, perdit le tems à d'infructueuses négociations, et s'en remit à ses diplomates aveugles, qui s'imaginoient, que Napo-

léon s'en tiendroit à la défensive. — Il faloit alors, sans faire précéder des notes, sans tenir des conseils de guerre, pénétrer en Franconie, surprendre, un à un, les corps des François, et les détruire, d'autant plus que Napoléon qui connoissoit la lenteur et l'indécision du gouvernement prussien, et les factions qui le divisoient, s'en remettant à ces circonstances, n'avoit concentré ses troupes qu'au commencement du mois d'Octobre.

4) Il faloit, ou que la Prusse se décidât dès-le mois de Septembre pour l'offensive, ou qu'elle s'en tînt à la défensive, dressant un camp dans les plaines de la Saxe, et se couvrant, sur tous les points, le passage de l'Elbe, et la retraite en Silésie, en attendant l'arrivée des armées Russes.

5)

5) Dans la situation où la Prusse se trouva du 10 au 14 d'Octobre, instruite par les actions des avant-corps de Tauenzien et du Pr. Louis, et par les rapports du Duc de Weimar, datés de Cobourg et de Koenigshofen, que Napoléon méditoit une attaque sur l'aile gauche, il ne faloit pas prendre la position près de Capellendorf et d'Auerstaedt sur le penchant des montagnes qui bordent l'Ilm, mais, si toujours on avoit en vue une offensive, fondée sur les principes de la tactique, on devoit, dès-le 13 Octobre, occuper les hauteurs de Hassenhausen, de Dornbourg, de Cambourg, ainsi que la Schnecke, et le Dornberg, montagne au-dessus de Vierzehnheiligen, il ne faloit pas surtout abandonner à l'ennemi les premiers quatre points.

6) Si le 13 on avoit résolu la retraite, vers l'Elbe, le Pr. de Hohenlohe, après que l'armée du roi fut passée derrière la sienne, devoit, dans la nuit du 13 au 14, en laissant tous les feux de garde et un peu de cavalerie, tâcher de former l'aile gauche de cette armée, faire front à l'Elbe, et, en passant *l'Ilm* et l'Unstrutt, se soustraire à l'attaque de l'Empereur.

7) En supposant celà, le roi devoit, suivant les conseils de Blucher, forcer à tout prix la position de Hassenhausen, conduire l'armée de réserve au combat, et ne point songer à la rétraite. Tout ce que le Maréchal Davoust eût détaché alors par Eckartsberge, seroit tombé sans ressource entre les mains du Pr. de Hohenlohe. Le corps de Davoust défait se seroit re-

plié sur la grande armée françoise; celle-ci, déconcertée et trompée dans ses plans, auroit suivi l'armée prussienne jusqu'à l'Elbe — où la dernière eût joint le corps du Pr. de Wirtemberg. Mais pour prendre Napoléon dans son propre piège, il faloit que le corps de Ruchel, en venant d'Erfort, se réunît à celui du Duc de Weimar, qui alors, avec une force de 25 mille hommes, auroit opéré au dos de l'armée françoise.

8) Sous le point de vue de la politique, la Prusse, avant l'éruption de la guerre, auroit dû réstituer à l'Angleterre les états de Hannovre, et, se liant étroitement avec cette puissance, rétablir le gouvernement de ses provinces allemandes, y faire, ainsi que dans la Westphalie, une levée en masse, jetter ces forces

militaires, (à l'inclusion du corps de Le Coq,) sur la Hesse, et forcer le souverain de ce pays à prendre part à la guerre.

J'en réviens aux personnes, qui dirigèrent en 1806 les affaires politiques, mais passant sous silence la scène arrivée dans le conseil de guerre, à Erfort, je me borne à faire remarquer: Que le Duc de Brunswick, qui promenoit partout sa maîtresse avec lui, étoit brouillé au dernier point avec le Pr. de Hohenlohe et le général Phul. — Que le Prince de Hohenlohe étoit outré des folies et des extravagances du Pr. Louis *).

*) Il dit un jour à ses amis: „Mon Dieu! que je serois heureux, si le roi ne m'avoit pas endossé comme Lieutenant-Général ce baril de Champagne!"

Que le Pr. Louis, désesperant du salut de sa patrie, et persuadé que tout étoit perdu se jetta au devant de l'ennemi. Il se plaignit à cette occasion amèrement de la cour:

„Montre-t-on la moindre confiance pour moi," dit-il, „ne suis pas exclu du conseil de guerre, me laisse-t-on pénetrer les plans du Duc et n'est-on pas sourd à toutes mes propositions?? Daigue-t-on seulement écouter mes avis?"

L'armée du Duc de Brunswick marcha le 13 d'Octobre d'Unverstett à Auerstett; le roi et la reine, à cheval, accompagnoient les grenadiers; c'étoit la plus belle armée qu'on eût jamais vue.

Elle étoit remplie de courage et de vigueur, les officiers, quoiqu'on en di-

se, étoient pénétres de sentiments d'honneurs et de bravoure, tout ce qui dans la suite a paru dementir ces sentimens, fut l'effet de la bataille perdue.

Ce ne furent pas les régiments, qui perdirent la bataille d'Auerstett, ce fut le roi, qui eut la malheureuse idée de se retirer, quoique son corps de réserve de 20,000 hommes n'eût pas encore combattu. A Jena ce ne furent pas non plus le régiments, ce fut encore leur chef Hohenlohe, qui causa la defaite, en se postant au pied de la montagne, dont il auroit dû occuper les hauteurs.

On en étoit venu, le 13, jusqu'au passage de l'Ilm lorsqu'on apperçut, sur les haureurs de Cambourg des troupes inconnues en mouvement. On en fut étonné; mais des gens crédules voulurent faire croire au roi, que c'étoient des Saxons qu'on voyoit.

Il y répondit en disant: „Je crains, que l'on ne nous ait coupé la retraite sur l'Elbe.“ Dès-lors rien ne lui tenoit plus à coeur, que de savoir la reine en sûreté. La séparation eut lieu. Ils se dirent adieu; mais le coeur navré, déchiré par des sentiments que des mots ne sauroient exprimer.

Louise vit son époux, quelle adoroit, aller à une bataille, qui devoit décider du sort de la monarchie et de celui de sa famille; peut-être le voyoit elle pour la dernière fois. De sombres pressentiments, de sinistres présages allarmerent sa tendresse: Elle partit cependant en comprimant le chagrin dont son coeur étoit dévoré.

Les batailles de Jena et d'Auerstaedt étoient perdues; après cette défaite un conseil sinistre, dont on ignore l'auteur,

détermina le roi à s'éloigner de l'armée, on se retirant au-delà de l'Oder. S'il fût resté à l'armée, la reddition de Magdebourg, la capitulation de Prenzlow n'eussent peut-être jamais eu lieu.

Un aveuglement funeste causa la retraite du corps du Duc de Weimar; qui, parcourant un arc de cercle, se rendit d'Ilmenau, par Erfort et par le Harz, à la mer Baltique; il auroit été plus prudent et plus sûr et plus expédient de se retirer à travers l'Erzgebirg (les montagnes de la Saxe,) en appuyant sa marche sur la Bohème *); mais une marche dirigée vers la Hesse, où l'on pouvoit joindre 9000 prissonniers, 30,000 Hessois et tout le corps de Le Coq, auroit valu de plus grands avantages, et ménagé des ressources inappréciables.

*) Le corps des Bavarois étoit trop foible pour arrêter cette marche.

Dans la fuite le roi, accompagné du général Koekeritz déjeûna dans la maison d'un curé de village, pas loin de Berlin.

Autrefois, quand il voyageoit dans les provinces, on avoit remarqué en lui une grande taciturnité. Il parloit peu et il paroissoit même éviter des conversations avec les fonctionnaires, qui venoient lui rendre leur devoirs. Il n'en fit pas de même dans le presbytère de ***.

A peine le roi et Koekeritz furent-ils entrés dans cette maison, que le dernier prit le pasteur à part, et lui demanda d'un air familier, s'il n'avoit pas un peu de viande froide. „Nous avons faim," lui dit-il, „il y a longtems que nous jeûnons, donnez ce que vous avez, du jambon, du rôti, du cervelat;" nous uous accommoderons de tout."

On servit un déjeûner et le curé aborda le roi d'un air timide, et attendri. Mais le roi le prévenant: „N'ayez pas peur des ennemis," lui dit-il. „J'ai perdu une bataille, mais tout n'est pas encore perdu, il me reste encore bien des troupes, mon armée va se rallier près de Magdebourg, pour arrêter les progrès des François. Je me rends en Prusse, pour y lever une nouvelle armée que je conduirai contre l'ennemi, à moins qu'il n'accepte les conditions de paix, sur lesquelles on négocie dans ce moment. Au reste, les Russes sont en marche pour nous renforcer. Ainsi vous n'avez rien à craindre."

„Nous n'avons pu résister aux François; ils ne sont pas venus nous attaquer comme des troupes régulières, mais par hordes innombrables; n'étant pas chargés d'équipages, ils marchent très rapidement; ils nous ont tournès

donc; car ils combattent en colonnes, et déploient rarement un front large. Mes braves troupes ont fait l'impossible près de Hassenhausen, et si j'avois crû, que mon aîle droite commandée par le Pr. de Hohenlohe fût vaincue, j'aurois passé la gorge de Koessen."

Je ne cite cette conversation, que pour prouver que le roi n'avoit pas, avant la guerre, des idées et des vues justes sur le système militaire des François.

La reine infortunée, avec sa famille nombreuse, s'étoit réfugiée précipitamment à Stettin.

On dit que le chagrin avoit tellement affecté sa constitution délicate et abattu ses forces, qu'on trembloit pour ses jours. C'est dans cet état qu'elle adressa, dit-on, aux aînés des princes un discours touchant, dont voici la substance:

„Vous me voyez baignée de larmes; je pleure la ruine de ma maison, la perte de cette gloire, dont vos grands aïeux et leurs généraux ont illustré la race de Hohenzollern, et dont l'éclat réjaillissoit sur les peuples, soumis à leur sceptre. Toute cette splendeur est éclipsée! Le sort a détruit, dans l'espace d'une journée, l'édificé, que plusieurs grands hommes avoient été deux siècles à élever. —

Il n'y a plus d'état prussien, plus d'armée prussienne, plus de gloire nationale, elle s'est évanouie comme ce brouillard, qui, sur les champs de Jena et d'Auerstaedt, nous déroba les périls et les horreurs de la bataille la plus désastreuse.“

„Princes, vous dont la raison est assez mûrie par l'âge, pour comprendre et pour apprécier ces grands évenements qui se passent autour de vous; Un jour,

quand votre mère et votre reine ne sera plus, rappellez vous cette heure douloureuse, et consacrez à ma mémoire des larmes, telles que j'en verse, dans ce moment terrible, sur les ruines de ma patrie; mais ne vous en tenez-pas à des larmes stériles; agissez—déployez vos forces; peut-être que le génie tutélaire de la Prusse viendra planer audessus de vos têtes; relevez alors votre peuple de la honte, de l'opprobre, de l'avilissement où il gémit; tâchez de reconquérir sur la France la gloire de vos ancêtres ternie à présent, comme le Grand Electeur votre aïeul vengea un jour à Fehrbellin, sur les Suèdois, la honte et la défaite de son pere. Princes! ne vous laissez pas entraîner à la mollesse de votre siècle énervé, soyez des hommes, ambitionnez la gloire de grands capitaines et de héros; sans cette ambition vous seriez indignes du nom

de princes, et de petits-fils du Grand Frédéric. Et si malgré ces efforts vous ne pouvez relever l'état abattu, allez chercher la mort comme votre pere malheureux l'a cherchée dans les champs d'Auerstaedt; et puissiez-vous la trouver alors comme Louis-Ferdinand l'a trouvée dans ceux de Saalfeld. Recevez ma bénédiction, mes chers enfans, je vous fais héritiers de mes sentiments, c'est à vous à venger votre patrie, où à finir par une mort héroique."

Ce fut dans ce tems à peu près, qu'on avertit la reine de l'arrivée de Lombard; elle le fit arrêter; ce qui causa un grand éclat.

Cet homme énervé, ce Sybarite, étoit parti de Weimar pour voler à Berlin dès le 12 Octobre; voyant, dans la nuit du 13, derrière lui la ville de

de Naumbourg en flammes, et devant lui une troupe de Hussards Saxons dispersés, qui l'arrêtèrent, il faillit mourir de peur, dans les bras de son compagnon, Mr de Bork; il se crût déjà au pouvoir des François; et comme c'étoit lui qui, avec Gentz, avoit composé le manifeste de la Cour de Prusse, publié peu auparavant, il se voyoit déjà sous la guillotine, et il s'écriait sans cesse: „Je meurs innocent!" Arrivé à Berlin il allarma tout le public par des prédictions sur l'issue malheureuse de la guerre, il fit des visites à ses amis et à ses amantes: mais ayant reçu une lettre de Mr. Beyme, conseiller du cabinet, qui rendoit compte de l'état désespéré des affaires, il s'enfuit à Stettin et de-là à Cosslin, au fond de la Poméranie, asyle où aucun François n'a daigné l'inquiéter.

En général on vit alors à Berlin plusieurs individus déceler leur égoïsme ridicule et la grande opinion qu'ils avoient de leur importance, par la crainte qu'ils manifestaient, d'être signalés par les poursuites et la vengeance des François; cette illusion leur fit prendre la fuite — à mesure qu'ils revinrent de leur erreur ils reparurent à Berlin.

La reine se rendit de Stettin à Custrin où elle rejoignit le roi, son époux, dont elle accompagna la fuite à Graudenz et delà à Koenigsberg. Là, sur les bords du Préguel on se croyoit encore bien éloigné des dangers de la guerre, — on commença surtout à respirer, dès qu'on eût appris que les Russes avoient passé le Niemen. Non obstant la reddition inexcusable qui livra aux Fran-

çois les forteresses du royaume*) et le corps de Hohenlohe, (près de Prenzlow), et malgré l'insurrection qui étoit à la veille d'éclater dans la Prusse méridionale, et à laquelle on n'avoit rien à opposer, on rassembla dans la Prusse orientale le reste des régiments, on forma de nouvelles troupes, — on s'efforça d'exalter le patriotisme, — et de créer une armée en Silésie.

Au milieu de ces efforts on négligea le seul moyen de sauver le pays, je veux dire, une levée du peuple en masse. —

C'est la noblesse surtout qui s'opposa à une mesure, qui lui faisoit craindre pour l'intérêt de sa caste.

*) Magdebourg, Erfort, Hameln, Custrin, Stettin.

Qu'il me soit permis de justifier par quelques raisons, l'opinion, que j'ai énoncée sur la levée en masse.

1. L'insurrection de tout un peuple, doit être destructive de toute armée ennemie, régulière, qui ne conduit pas de magazins avec elle, en ce quelle lui intercepte les vivres; car, pourqu'une levée en masse remplisse son but, il faut qu'on enfouisse, on qu'on brûle tous les meubles, utensiles etc. dont n'a pas besoin, qu'on emporte autant de provisions de vivres, autant de bestiaux et de grains, qu'il est possible, et qu'on mette le feu aux villes et aux villages qu'on laisse derrière soi. La dévastation doit être si complette qu'il n'y reste aucune trace d'un pays cultivé. Mais on n'en viendra pas à cette extrémité, puis que la masse de forces combattantes s'élevera, en peu de jours,

à une grandeur si enorme, qu'aucune armée réguliere ne saura tenir contr'elle, mais quelle songera immédiatement à la retraite. Qu'on ne se récrie pas contre des propositions si barbares en apparence; ne vaut-il pas mieux conserver son indépendance, sa constitution, ses loix, son gouvernement, que de sauver son mobiliaire?

2. Si l'on vouloit en particulier, que l'insurrection en masse produisît son effet dans les états prussiens, il faloit prendre encore les mesures suivantes réclamées par les circonstances locales. —

a) On devoit promettre au peuple l'affranchissement de la servitude, des prestations et des taxes, dues aux Seigneurs terriers, et lui assûrer la propriété parfaite de ses

biens, soit immeubles, soit mobiliers.

b) Il faloit abolir toutes les jurisdictions médiates et secondaires des villes seigneuriales, ou, pour trancher le mot, il faloit abolir la noblesse, avec toutes ses prérogatives, privilèges et immunités, et rétablir l'égalité des droits et des prétentions de tous les sujets à la possession des terres, à toutes les fonctions et charges, soit civiles, soit militaires, à toutes les distinctions, décorations etc.

c) On pouvoit promettre à la noblesse, lésée par ces réformes, des dédommagements dans les pays étrangers.

d) En même tems on devoit introduire une égalité parfaite dans la

répartition des impôts, et un système de conscription, qui n'admît point d'exemption.

e) On auroit tâché de gagner, pour la bonne cause, tous les écrivains et tous les ministres du culte, et de faire de la défense de la patrie une affaire de religion pour le peuple, et une affaire d'honneur et de raison pour les gens cultivés et instruits.

f) Tous ceux, qui manifesteroient la plus légere opposition à ces mesures, devoient être fusillés.

g) On n'auroit adopté aucun système militaire impréscriptible; au contraire, on s'en seroit remis à la nature et aux progrès de l'esprit humain, du soin de créer ce sy-

stème, et de désigner les généraux, sans démander si les chefs des armées avoient commencé par manier la bêche ou l'épée.

ERRATA.

Pag. 2. ligne 11. lisez — avidité. p. 3. lign. 18. l. de l'ongle. p. 4. lign. 4. l. (il etc.). p. 5. l. 9. l. A présent. p. 6. lig. 2. l. colère. p. 6. lig. 17. l. nous. p. 7. l. 20. l. à me. p. 8. l. 8. l. demanda si. p. 10. l. 6. l. -t'il. p. 11. l. 15. l. l'héritier. p. 12. l. 18. l. le roi. p. 14. l. 18. l. soir. p. 15. l. 7. l. Conseillère. p. 15. l. 12. l. ma devise. p. 16. l. 7. l. veux.' p. 18. l. 7. l. secrètes. p. 18. l. 15. l. souvent de la. p. 19. l. 7. l. éffronterie sans égale. p. 20. l. 21. l. dans. p. 21. l. 12. l. quelques. p. 22. l. 19. l. délabrement. p. 24. l. 21. l. Amelang. p. 27. l. 2. l. ponche. p. 27. l. 4. l. à ce. p. 28. l. 1. Amelang. p. 29. l. 2. l. de l'ordre. p. 30. l. 13. l. puissant. p. 33. l. 17. l. Oui,. p. 36. l. 6. l. née. p. 37. l. 6. l. ce soit. p. 38. l. 12. l. sera de. p. 39. l. 6. l. honnête homme. p. 39. l. 12. l. prononcé. p. 39. l. 16. l. aujourd'hui. p. 39. l. 22. l. entre. p. 40. l. 21. l. datée. p. 41. l. 20. l. l'oreille. p. 42. l. 21. l. A présent. p. 44. l. 21. l. L'idée. p. 44. l. 22. l. vais. p. 46. l. 2. l. irrévocable. p. 46. l. 20. l. sang des hommes. p. 48. l. 12. l. Mr. le Conseiller. p. 49. l. 18. l. il y a. p. 51. l. 8. l. Reine - mère. p. 52. l. 1. l. m'avez. p. 52. l. 13. l. poussière. p. 53. l. 8. l. père. p. 55. l. 15. l. étrangères. p. 56. l. 13. l. entr'eux. p. 56. l. 19. l. regret. p. 57. l. 7. l. d'être. p. 57. l. 11. l. une. p. 57. l. 15. l. Mons. le. p. 58. l. 3. l. privilèges. p. 58. l. 10. l. votre. p. 59. l. 18. l. encroûté. p. 62. l. 3. l. avénement. p. 63. l. 2. l. prière. p. 63. l. 21. l. m'épargnerez. p. 64. l. 11. mettez des guillemets avant: Il

faut etc. p. 66. l. 13. l. première. p. 66. l. 5. l. attelé; l. 6. gala. p. 65. l. 11. l. en devoir. p. 70. l. 14. l. me. p. 72. l. 2. l. déchargeât. p. 72. l. 9. l. père. p. 75. l. 6. l. couvaincantes. p. 77. l. 4. l. contre. p. 78. l. 7. l. sur le trône. p. 80. l. 6. l. trésor. p. 81. l. 16. l. les François. p. 89. l. 16. l. qu'il. p. 93. l. 11. l. ministère; lig. 18. l. manège et. p. 95. l. 9. l. trouvoient. p. 96. l. 5. l. de tems. p. 96. l. 15. l. membres. p. 98. l. 10. l roi de la Gr. Bretagne; lig. 15. l. dans le sort de ce pays. p. 101. l. 18. l. pitié. p. 103. l. 11. l. dans l'exercice. p. 106. l. 2. l. que commença l'année 1805. p. 107. l. 5. l. attaché; lig. 21. l. occasionneroient. p. 108. l. 17. l. daigne. p. 110. l. 2. l. intéressé. p. 116. l. 21. l. conclu. p. 123. l. 1. l. jusqu'à; lig. 16. l. continuelle. p. 125. l. 10. l. votèrent. p. 130. l. 5. l. retentissant. p. 131. l. 1. l. étrangère. p. 134. l. 8. l. que d'estime; lig. 10. mettez après le mot — prussienne — ? p. 135. l. 7. l. de l'alliance. p. 141. l. 11. l. afficher. p. 142. l. 10. l. pu se rendre; l. 21. matière. p. 143 l. 1. l. jusqu'à; lig. 21. l. avec. p. 145. l. 1. l. nouvelle. p. 148. l. 3. l. ils réveillent; l. 20. l. paie. p. 149. l. 17. l. où qui ne. p. 151. l. 13. l. conclure. p. 152. l. 11. l. en voyant. p. 157. l. 9. l. en outre. p. 158. l. 10. l. qui a conduit. p. 159. l. 3. l. gardé. p. 162. l. 1. l. ne la remettrai pas. p. 164. l. 6. l. système. p. 165. l. 18. effacez: l'alors. p. 166. l. 17. l. de sept ans. p. 171. l. 6. l. à la réputation; lig. 14. l. pour la Prusse. p. 172. l. 14. l. qu'il s'étoit tracée; lig. 19. l. que le Duc de Brunswick. p. 175. l. 9. l. retraite. p. 179. l. 11. l. avec une armée. p. 182. l. 17. l. hauteurs. p. 184. l. 2. l. en se. p. 185. l. 10. l. leurs devoirs; lig. 22. l. nous. p. 187. l. 1. effacez: donc. p. 189. l. 14. l. ancêtres. p. 194. l. 10. l. ou; lig. 12. l. dont on n'a.

